

Nov 39 - Mar 1940



# La Voix de Varsovie

REVUE BI-MENSUELLE DE LA VIE POLONAISE

## SOMMAIRE

*Message de Monsieur le Président de la République Polonaise.*

Lettre de M. Léon NOËL, Ambassadeur de France en Pologne.

Jules LAROCHE, Ambassadeur de France : Varsovie, que j'ai tant aimée.

Gabriel HANOTAUX, de l'Académie Française : La Pologne et son destin.

René PINON, Professeur à l'École des Sciences Politiques : La Pologne porte-flambeau.

Michel LHÉRITIER, Professeur à la Faculté des lettres de Dijon : La Pologne a sauvé l'honneur de l'Europe orientale.

Louis LE FUR, Professeur à la Faculté de Droit de Paris : Politique de la force et fait accompli.

Paul HAZARD, Professeur au Collège de France : Polonia restituetur.

Duc de LÉVIS MIREPOIX : Les affinités et les contraires de la Pologne.

La Quinzaine Polonaise :

Notre point de départ. — Wilno.

Documentation polonaise.

## PARIS

6, QUAI D'ORLÉANS, 6

Prix : 5 francs.

100 p  
1939  
438

# La Voix de Varsovie

REVUE BI-MENSUELLE DE LA VIE POLONAISE

*Rédacteur en chef :*

**O. HALECKI**

Professeur à l'Université de Varsovie  
Membre de l'Académie Polonaise  
Correspondant de l'Institut de France.

## TARIF DES ABONNEMENTS

Un an : France et Colonies..... 100 frs.

Étranger :

Pays ayant adhéré à la Convention de Stockholm. 125 frs.

Autres pays..... 145 frs.

## RÉDACTION

6, Quai d'Orléans, Paris, IV<sup>e</sup>

Tél. : Odéon 35-61

# La Voix de Varsovie

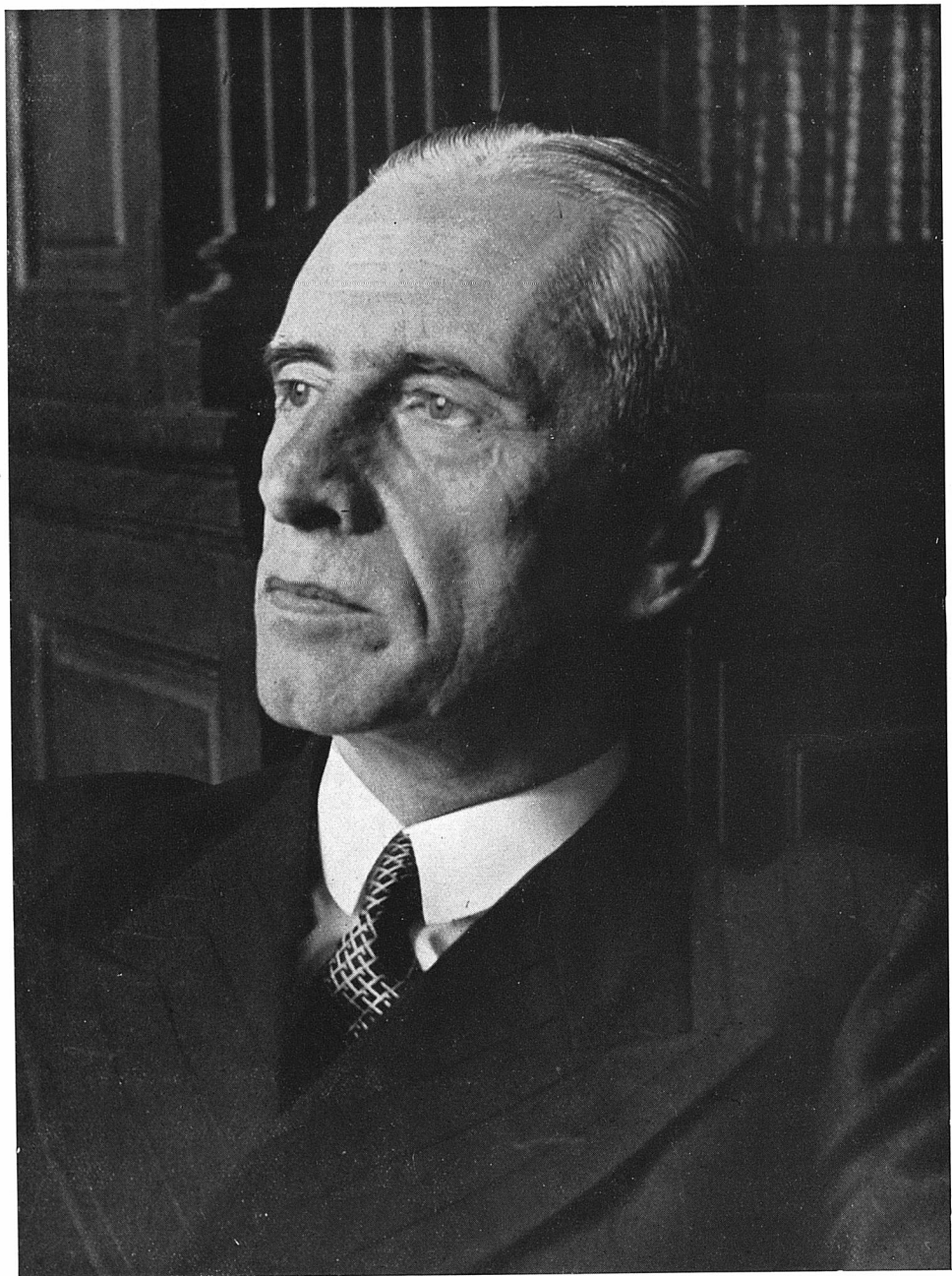
REVUE BI-MENSUELLE DE LA VIE POLONAISE

PREMIÈRE ANNÉE

**1939-1940**

PARIS

6, QUAI D'ORLÉANS, 6



M. WŁADYSŁAW RACZKIEWICZ  
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE

MESSAGE  
DE  
MONSIEUR LE PRÉSIDENT  
DE LA  
RÉPUBLIQUE POLONAISE

*Au milieu de la tristesse qu'éprouve aujourd'hui chaque fils fidèle de la Pologne, il est réconfortant pour nous de pouvoir faire entendre « La Voix de Varsovie », résumant celle de notre patrie tout entière, au cœur même de la France, alliée et amie. Je tiens à remercier les auteurs français qui, dans cette revue de la vie polonaise, voudront bien étudier avec nous les multiples aspects d'une vie actuellement si tourmentée, mais riche de toutes les gloires du passé et forte de tous les espoirs en un meilleur avenir. Ces éminents écrivains français se rencontreront sans doute sur les pages ultérieures de la nouvelle revue, avec des confrères d'autres pays où la voix de notre nation et de sa capitale, devenue plus que jamais le symbole de sa destinée, aura trouvé un écho, plein de compréhension humaine. Mais à côté des uns et des autres, les quelques représentants de la pensée polonaise, qui sont en liberté, trouveront sur ces pages une possibilité de continuer, ne fût-ce que dans des limites restreintes, cet effort intellectuel qui fait l'honneur de chaque pays civilisé et que même l'invasion passagère de forces matérielles, hostiles et destructrices, ne saurait interrompre. Et ces Polonais, plus fortunés dans leur exil temporaire, que leurs frères qui souffrent dans le silence des foyers dévastés, parleront en même temps au nom de ces derniers, figés dans l'attente d'un retour victorieux. Puisse sonner bientôt l'heure de ce retour et ramener au bord de la Vistule, avec les étendards de la Pologne et de ses alliés, cette « Voix de Varsovie », à laquelle, je l'espère, se mêleront toujours les voix les plus pures de la France et de Paris !*

WŁADYSŁAW RACZKIEWICZ.

## LETTRE DE M. LÉON NOËL AMBASSADEUR DE FRANCE EN POLOGNE

Paris, 19 octobre 1939.

Monsieur le Professeur,

Vous avez bien voulu m'annoncer la publication prochaine, sous votre direction, du premier numéro de la « Voix de Varsovie », revue qui doit se consacrer à l'étude des questions politiques, intellectuelles et sociales posées par les circonstances douloureuses en présence desquelles la Pologne se trouve placée.

Laissez-moi vous féliciter de cette initiative. A l'heure où le monde entier s'incline avec une respectueuse admiration devant l'héroïque et glorieux sacrifice que votre capitale a consenti à la cause nationale polonaise, vous donnez un salubre témoignage de votre indestructible foi dans les destinées de votre Patrie, en entreprenant une œuvre qui, par elle-même, sera une affirmation de la vitalité d'un peuple auquel le succès temporaire de la force brutale ne saurait inspirer ni renoncement, ni découragement.

Vous avez eu raison de penser qu'il ne convenait pas aux Polonais d'attendre, pour s'appliquer à reconstruire, que fussent déblayées, ni même dénombrées les ruines accumulées par un agresseur sans scrupule, sur le sol ensanglanté de la Pologne.

Nous avons dû entreprendre avec vous la lutte, non seulement par fidélité à la parole donnée, mais afin que de pareils attentats contre la liberté des nations ne soient plus possibles à l'avenir, afin, que, comme l'a exprimé le Président Daladier et selon le vœu unanime des peuples alliés, notre civilisation ne risque plus de se trouver, tous les six mois, en péril de mort et d'être sans cesse remise en question, avec la paix et l'ordre européen.

Fidèle aux traditions de la pensée polonaise et en réalisant son programme, la « Voix de Varsovie » doit apporter une contribution utile à l'action commune, en même temps qu'elle fournira à ceux des distingués

professeurs de vos Universités qui ont pu échapper aux envahisseurs, un moyen de poursuivre librement leur activité scientifique ; elle apportera, par l'étude des problèmes soulevés par les derniers événements, un précieux concours à ceux qui auront la charge de rebâtir l'Europe de demain, et qui devront s'inspirer des résultats de l'expérience, de la leçon des faits.

Je ne doute pas qu'elle obtienne un plein succès, sous la direction d'un éminent historien et d'un représentant particulièrement qualifié de cette haute culture européenne dont nous sommes d'accord pour estimer que la pérennité importe essentiellement à l'humanité tout entière et que sa sauvegarde est la raison essentielle, en attendant d'être le résultat de la guerre dans laquelle nous sommes engagés.

Veillez agréer, Monsieur le Professeur, l'assurance de mes sentiments cordialement dévoués.

LÉON NOËL.

Monsieur le Professeur  
HALECKI  
6, Quai d'Orléans,  
Paris.

## VARSOVIE, QUE J'AI TANT AIMÉE...

Varsovie ! nom désormais paré d'une gloire immortelle, symbole de cet héroïsme ancré dans l'âme de la nation polonaise qui, pour avoir subi la servitude et recouvré la liberté, connaît tout le poids de l'une et tout le prix de l'autre !

Varsovie ! nom qui, pour moi, est lié aussi aux souvenirs des neufs années pendant lesquelles j'ai senti battre le cœur de cette ville si vivante. Je le prononce avec émotion, et il évoque aussitôt des visages, des voix, des êtres humains, tant d'amis dont j'ignore aujourd'hui le sort et auxquels je songe avec angoisse.

C'était, quand je la vis à mon arrivée, en 1926, une ville à la fois riante et mélancolique. Le voyageur qui l'abordait en venant de France, après avoir traversé l'Allemagne, s'attendait à trouver une architecture imprégnée du rude style germanique, ou influencée par le voisinage oriental de la Russie. Très vite, il s'étonnait, se croyant ramené à l'occident. Parmi les maisons banales qui, là comme ailleurs, s'échelonnent le long des rues, son regard était attiré par les traits essentiels qui caractérisent une grande cité : les églises, les monuments publics ou privés, les jardins, les places avec leurs ornements ou leurs fontaines. Toute cette parure, à Varsovie, était « occidentale » dans sa partie ancienne. Les quartiers neufs étaient spécifiquement polonais, mais empreints aussi de la sobriété propre au génie gréco-latin. C'est que le catholicisme a marqué d'une forte empreinte l'architecture des églises. Les palais, nombreux, reflètent l'influence française ou italienne, modifiée souvent par une inspiration purement polonaise, qui a adouci la majesté un peu lourde du style Empire, ou tempéré le « Baroque » des décorateurs italiens. Les jardins sont pleins de grâce et soignés avec amour. Et Varsovie est, en quelque sorte, résumée dans son histoire par cette longue suite de rues et d'avenues qui relie l'imposant Château Royal au gracieux Palais du Belvédère : la vaste perspective du Faubourg de Cracovie est suivie par la rue grouillante et commerçante de Nowy Swiat et aboutit à la belle avenue Ujazdowska, dont les arbres, taillés à la française, évoquent le souvenir de Versailles.

Les noms mêmes de ces artères racontent le développement de la ville.



Le Faubourg de Cracovie méritait son nom, au début du xvii<sup>e</sup> siècle, alors que le roi Sigismond III venait de transporter la capitale de Cracovie à Varsovie ; c'est, aujourd'hui, le centre de la cité. La rue Nowy Swiat (rue du Nouveau-Monde) rappelle le temps où les quartiers qu'elle traverse étaient *terra incognita*. « L'Allée Ujazdowska » porte le nom du village qui s'élevait à cet endroit. Quant au Belvédère, ce petit palais, construit sur le bord du plateau dominant la Vistule, a tous les caractères d'une maison de campagne aristocratique.

De là dévalent les allées sagement sinueuses qui sillonnent le beau parc des Lazienki (bains), dessiné dans les bois que Stanislas Auguste racheta, pour y chasser, aux Branicki. Le dernier roi de Pologne y fit construire entre deux étangs un délicieux château, décoré de tableaux et de meubles français ou italiens. J'y ai assisté à des fêtes données par le Gouvernement polonais, à l'occasion de Congrès scientifiques, et organisées avec un goût parfait, respectueux du passé. Les salons étaient éclairés aux bougies, qui brûlaient d'une flamme douce dans des lustres de bronze, œuvres de notre grand Gouthière. Tout près, dans le parc, un minuscule pavillon, de pur style Louis XVI, où se trouvaient aussi des meubles de prix, abrita quelque temps Louis XVIII en exil, avant de devenir, pour deux nuits, la demeure du Prince Napoléon, qui venait prendre langue avec Alexandre II, alors en villégiature aux Lazienki, et lui faire pressentir la guerre que Napoléon III allait entreprendre pour libérer l'Italie. Dans une petite île, au milieu d'un des étangs, s'élève un théâtre construit dans ce style rococo qui dénature délicieusement le style antique. Il offrait parfois sa scène à des danses polonaises et à des évocations pittoresques des coutumes campagnardes, telles que la fête de la Saint-Jean, toute imprégnée de traditions chrétiennes et de survivances païennes. J'ai vu, par une nuit d'été, descendant les marches, des couples en costume paysan prendre place dans des barques qui dérivait lentement, tandis que jeunes filles et jeunes gens faisaient flotter sur les eaux des couronnes de feuillages dans lesquelles étaient plantées des bougies allumées, dont la durée est un présage de bonheur.

Ainsi s'alliait le culte des traditions nationales, empreintes de la poésie slave, et le respect de la civilisation raffinée venue, avec le Christianisme, de la France et de l'Italie.

A côté de la gracieuse Varsovie des Rois, j'aimais trouver l'ambiance recueillie et sévère des quartiers où revit un passé plus lointain : le temps où la ville n'était encore que la capitale des ducs de Mazovie. La cathédrale Saint-Jean marque en quelque sorte sa limite. A droite de cette



LA PLACE DU CHATEAU ROYAL A VARSOVIE

majestueuse église, qui vient d'être si cruellement blessée, la minuscule place Kanonia est un îlot paisible, entouré de petits hôtels dans le style du XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècles. Ceux qui font face à la cathédrale ont vue, de l'autre côté, sur la Vistule. Le grand portail de Saint-Jean ouvre sur une rue bordée de maisons anciennes dont plusieurs portent à leur fronton des vaisseaux sculptés, attestant que l'origine de la richesse de Varsovie était la navigation sur le grand fleuve qui est l'artère essentielle de la Pologne. Fille de la Vistule, Varsovie n'a-t-elle pas pour emblème, sur son blason, la sirène, qui en symbolise la vocation et le charme ? Un peu plus loin, on débouche sur la place qui est le cœur même de la capitale. C'est le *Stare Miasto* — la vieille ville. Les maisons étroites et hautes, qui, elles, sont un reflet de l'architecture germanique dont l'influence se fit sentir par la Hanse, sont égayées par les fresques dont on les revêtit il y a quelques années. A l'intérieur de ces maisons, de beaux escaliers, des boiseries, des plafonds sculptés, rappellent l'Italie plus que l'Allemagne.

Sur cette place — autrefois le *Rynek* (marché) — fut donné, pendant mon séjour, un spectacle extraordinaire. C'était en été. On avait installé un théâtre où les artistes du Théâtre de Pologne jouaient un opéra-comique ancien, dont le sujet était une bataille bouffonne entre les paysans cracoviens et des montagnards de la région de Zakopane. Le public était rangé sur la place. Pour corser l'action, au moment où les deux parties devaient en venir aux mains, on fit déboucher des rues adjacentes de vrais chars de moissonneurs, chargés de paille, sur lesquels Cracoviens et Cracoviennes d'une part, montagnards et montagnardes de l'autre, les uns armés de faux, les autres de l'épieu, tous revêtus de leurs costumes pittoresques, passaient à toute vitesse devant les spectateurs en se menaçant et en s'interpellant comme des héros d'Homère. C'était inattendu, pittoresque et ravissant. Toute la fantaisie slave se mêlait, une fois de plus, à la verve héritée de la culture classique.

Ce mélange singulièrement prenant, on le retrouvait sur les scènes des théâtres. Les Varsoviens adorent le spectacle et, en dehors des pièces traduites avec abondance, dont le plus grand nombre vient de chez nous, il y a toute une littérature théâtrale polonaise très riche, qui trouve des interprètes remarquables dans les excellentes troupes de comédie. Ayant appris la langue, je m'intéressais à la littérature polonaise. Pour comprendre un pays, il faut pénétrer sa vie intellectuelle. Elle était en plein développement à Varsovie. Moins ancienne que ses sœurs de Cracovie ou de Lwow, l'Université y remplissait un rôle dont l'importance grandissait avec le prestige attaché à la capitale. J'ai pu mesurer l'intensité de la

vie littéraire et de la culture scientifique. C'est là qu'on pouvait discerner le caractère occidental de la civilisation polonaise. Le catholicisme a incité la nation à regarder vers Rome et Paris. La Pologne s'est toujours considérée comme une marche de la Chrétienté, de la Latinité, entre l'Allemagne gothique ou protestante, la Russie païenne, puis orthodoxe, et, au Sud, la montée, endiguée par elle, du flot tartare. C'est pourquoi tant de traits du visage de Varsovie sont empreints de cette douceur noble et fine qui est propre à l'architecture néo-classique.

Pendant l'occupation russe, le développement urbain de Varsovie revêtit un caractère plus terne. Le conquérant ne voulait pas que la ville, devenue pour lui un chef-lieu de province, fût parée d'un éclat qui rappelât son rôle ancien. De cette époque, Varsovie a gardé des rues banales qui ressemblent à celles des autres villes de l'Europe centrale. Les Russes avaient toutefois édifié un monument, par quoi ils entendaient symboliser leur domination. C'était une riche et imposante église orthodoxe, construite sur la place historique qui se nommait place de Saxe, en souvenir des anciens rois, et qui est devenue la place Pilsudski. Dans cette ville catholique, l'élévation de cette église immense vouée à un culte étranger fut ressentie comme une double injure. Le premier soin des Varsoviens, lors du retour à l'indépendance, fut de l'abattre et de rendre à la place de Saxe sa destination historique de lieu de réunion des grandes manifestations militaires.

En même temps, on entreprit avec un élan nouveau de rendre à la ville son caractère de capitale. Quand j'arrivai, en 1926, on était en train de restaurer les monuments et les maisons que les épreuves de la guerre et de la longue occupation allemande, en arrêtant les travaux d'entretien que la rudesse du climat rend si nécessaires, avaient menacés de délabrement. Mais on ne se contentait pas de rajeunir le passé. La Pologne ressuscitée voulait affirmer sa vitalité. Un vaste plan d'urbanisme devait créer des quartiers nouveaux. Bientôt on vit des édifices, conçus selon le style le plus récent, d'une sobriété parfois sévère, mais non sans grandeur, s'élever le long d'avenues ombragées d'arbres, tandis qu'autour d'eux s'alignaient des rues bordées de petites maisons coquettes, inspirées du style campagnard polonais, avec leur perron si caractéristique, leurs balcons fleuris et leur jardinet. Pendant les neuf années de mon séjour, je vis ainsi Varsovie se transformer. Lors de mon départ, son développement était en plein essor. J'emportai dans mes yeux l'image de sa renaissance, où je voyais la promesse d'un épanouissement futur qui ferait d'elle une des plus belles capitales de l'Europe.

Hélas ! parmi les ruines accumulées aujourd'hui, que reste-t-il de ce noble effort ? Mais Varsovie, par sa défense, a repris fièrement une tradition séculaire. Cracovie connut l'incendie et le pillage, et elle renaquit de ses cendres. Varsovie, incendiée et détruite aussi dans le passé, renaîtra, une fois de plus, glorieuse et belle, dans une patrie libre de nouveau, à laquelle son héroïsme, en attisant au cœur des Polonais le feu de leur patriotisme, aura conféré des droits imprescriptibles à l'admiration et au respect du Monde.

Elle renaîtra, en suivant la voie que lui trace sa destinée, unissant l'originalité d'une grande nation slave avec la tradition gréco-latine qu'elle tient de son catholicisme. On verra de nouveau dans ses librairies les livres français, si recherchés, à côté des œuvres d'une littérature pleine d'originalité et de vie. On réentendra, avec la musique de nos grands compositeurs, qu'elle aime, celle des grands maîtres polonais que nous aimons. Elle portera de nouveau le flambeau de la pensée occidentale façonnée heureusement par son génie propre. Elle sera de nouveau la marche de la civilisation sur les confins de l'Orient.

JULES LAROCHE,  
*Ambassadeur de France.*

## LA POLOGNE ET SON DESTIN

Nous sommes en présence du problème polonais : envisageons d'abord la situation actuelle ; nous verrons ensuite à traiter la question dans son ensemble, en considérant ses données permanentes.

Il faut établir en premier lieu, et une fois pour toutes, les sentiments de l'Allemagne à l'égard de la Pologne, surtout depuis que la Prusse s'est constituée en Empire. Il suffit, pour cela, de se reporter aux déclarations que Bismarck a répétées maintes fois, au cours de sa carrière de ministre, et que ses successeurs ont trouvées dans les dossiers qu'il a laissés à la Wilhemstrasse : « Frappez les Polonais, disait-il, jusqu'à ce qu'ils aient perdu le courage de vivre. » Exposant les arguments qui motivaient ou renforçaient en lui la décision prise, il avouait : « La nécessité de commencer le Kulturkampf s'imposa à moi par le côté polonais de la question. » Ne voit-on pas apparaître là quelque chose d'un antagonisme religieux ? Le prince-chancelier disait encore : « La lutte pour l'existence est engagée entre la Prusse et la Pologne. » Et, enfin, en 1886, devant le Landtag : « Jamais nous ne consentirons au rétablissement de la Pologne. »

Est-ce clair ? Il ne s'agissait, alors, ni de Dantzig, ni du couloir, ni du traitement infligé, soi-disant, aux Allemands en Pologne, ni de l'une quelconque des querelles soulevées récemment ; il s'agissait d'une lutte à mort contre un peuple auquel on entendait nier le droit à l'existence.

Frédéric II, qui fut, comme on sait et comme il s'en est assez vanté dans ses *Mémoires*, l'insidieux promoteur des partages, savoureur, avec son ironie lourdement voltairienne, les morceaux qui étaient sa part du banquet au moment où il s'attablait près de ses deux convives : « Ce festin, écrivait-il, réunira les trois religions, grecque (la Russie), catholique (l'Autriche) et calviniste (la Prusse). Nous communions du même corps eucharistique qu'est la Pologne. Si ce n'est pas pour le bien de nos âmes, c'est, assurément, un grand objet pour le bien de nos Etats. »

On a compris : nécessité vitale, non sans une certaine rancune religieuse survivante aux vieilles querelles de la Réforme : le matériel et l'idéal, tout est odieux chez le voisin dont on a fait une proie si sympathique à l'estomac.

Cet appétit carnassier, cette volonté d'abattre et de dévorer, nous connaissons le système : c'est le Pangermanisme, — le Pangermanisme total, qui n'a qu'un désir, depuis des siècles, mettre la race germanique « au-dessus de tout », mais qui, par un juste retour, trouve dans son excès même, sa limite et son châtement. C'est ce qui s'est passé, dans l'antiquité, quand Marius battait, aux champs de Pourrières, les Cimbres et les Teutons ; c'est ce qui se passait hier, quand Joffre battait les mêmes envahisseurs aux champs Catalauniques, sur la Marne.

Convoitise insatiable, sans raison, sans prudence, sans égard aux conditions de la vie universelle ; la passion est aveugle ; ceux qui s'y livrent s'engagent inconsidérément et jouent la carte la plus risquée sans se demander même si elle n'est pas biseauté et si elle ne se retournera pas contre eux.

Hier, à propos des ouvertures de paix faites par Hitler, certains disaient : « Les voilà donc prêts à s'arranger. Voyons, écoutons, négocions, puisque ce serait, cette fois, la paix définitive. » Or, au même moment, la décision prise par Hitler de se jeter sur la Pologne le conduisait vers sa vraie politique, fatale au monde, fatale à lui-même : il concluait son accord avec les Soviétiques ! Esprit d'imprudence et d'erreur !...

L'entrée en ligne de ces Slaves désorbités, avec la complication qui en est immédiatement la suite, à savoir la difficulté baltique, a déjà produit des conséquences que nous verrons sans doute se développer encore. Ce qui est acquis, en tout cas, c'est que, par la volonté d'Hitler, un nouveau déséquilibre s'est produit dans les relations européennes et mondiales : la question qui se pose, ne nous y trompons pas, c'est celle de la liberté des mers : *Mare liberum*. Et voilà, soudainement, toutes les puissances ayant un intérêt naval, soit militaire, soit commercial, appelées, entraînées dans le conflit !

Je ne parle pas seulement des petits Etats baltes, en partie allemands pourtant, et qui en sont réduits, sur l'ordre donné à Hitler par ses alliés, les Soviétiques, d'expulser leurs antiques résidents germaniques. Et je ne parle pas seulement de la Finlande, — peut-être aussi de la Suède, des Scandinaves. Jusqu'où ira-t-on et Hitler a-t-il seulement entrevu cela quand il a introduit les Soviétiques dans sa bataille contre la Pologne ? Quand ses armées se sont précipitées sur ce pays en tournant le dos à toute offre de négociation et d'accord, ne savait-il pas qu'il déchaînait la force slave avec toute la volonté et puissance de destruction qui est la sienne, à l'encontre de sa propre force, l'allemande prise à revers, au même moment, par les puissances de l'Occident ?

Quoi qu'il en soit, ces puissances ont compris, elles. Elles ne se laisseront pas faire ; elles lutteront jusqu'au bout, sur terre et sur mer ; elles l'avaient pressenti d'avance et elles sont confirmées dans ce sentiment : le monde entier, tout comme la Baltique, a besoin de la Pologne.

\*  
\*\*

Et nous voici, précisément, en présence des raisons permanentes qu'a le monde de ne voir jamais disparaître, des rangs de la famille européenne, une Pologne libre et forte. Je l'ai dit et ne cesserai de le répéter, la Pologne est, par excellence, un Etat-tampon créé, selon la belle pensée de Mickiewicz, par un ordre providentiel et qui, malgré ses difficultés de vie qui sont grandes, malgré ses erreurs, malgré ses fautes même, a duré et doit durer, parce qu'en vertu de ce même ordre providentiel, il ne peut pas mourir.

On n'a peut-être pas oublié, qu'à la veille des plus grands périls courus par la Pologne, quand, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, elle vivait sous la menace du démembrement et du partage, des hommes politiques polonais, pressentant le malheur qui allait frapper leur patrie, se sont tournés vers la France et ont demandé à des écrivains en renom, Mably et Jean-Jacques Rousseau, des consultations philosophiques sur les réformes qui pouvaient améliorer leur vie publique et écarter le danger imminent... Or, notre Jean-Jacques qui, en dépit de ses fantaisies et de ses aveuglements, avait une pénétration dont il fit preuve, notamment, dans cette circonstance, adressait aux Polonais ces paroles d'une si extraordinaire clairvoyance et d'une application si frappante, même aujourd'hui : « En lisant l'histoire du gouvernement de Pologne, — écrivait-il avant d'entrer dans le sujet, — on a peine à comprendre comme un Etat si bizarrement constitué (il s'agissait de la Constitution d'alors), a pu durer si longtemps... comment, malgré tout, il vit et se conserve en vigueur, voilà, ce me semble, un des plus singuliers spectacles qui puissent frapper un être pensant... Braves Polonais, prenez garde ; prenez garde que, pour vouloir trop bien être, vous n'empiriez votre situation. En songeant à ce que vous voulez acquérir, n'oubliez pas ce que vous pouvez perdre. Corrigez, s'il se peut, les lacunes de votre Constitution, mais ne méprisez pas ce qui vous a fait ce que vous êtes. »

N'est-il pas évident que, dès lors, on considérait la Pologne comme une Nation impérissable ? Sans s'attacher aux conseils du philosophe, la Pologne, à la suite de ses malheurs, se reforma d'elle-même, elle se recréa,



pour ainsi dire ; elle corrigea les tares de son ancien système politique et social : elle tira de la glèbe sa classe paysanne, elle dégagea de son sein une bourgeoisie active, éclairée, prospère ; elle quadrupla sa population ; elle s'ennoblit d'un art, d'une littérature, d'une auréole intellectuelle ; en un mot, elle occupa dignement la place qui lui était rendue dans la famille euporéenne et mondiale. De nouveau vivante, elle était plus que jamais indispensable.

Le pacte signé par Hitler — ce même Hitler — avec la République polonaise, le 26 janvier 1934, ne reconnaissait-il pas « qu'une paix durable entre les deux pays *constituait une condition essentielle pour le maintien de la paix en Europe* » ? Et le professeur allemand, M. Loersch, commentant ce texte, n'ajoutait-il pas — reprenant, en quelque sorte, les observations de Jean-Jacques — « que les Polonais, *alors qu'ils ne constituaient pas même un Etat, savaient demeurer une Nation* ». Nous y sommes !

La Pologne a sa place marquée dans l'ordre universel : on ne peut la partager, on ne peut la scinder, on ne peut la détruire : *ne fût-elle plus un Etat, elle resterait une Nation.*

En quoi est-elle donc nécessaire, indispensable ? C'est ce que je voudrais essayer d'indiquer pour finir.

Ma démonstration ne sera rien autre chose que la simple constatation des faits. Revenons au problème baltique : il va nous servir d'exemple.

Quand il y avait la Pologne, une paix baltique absolue, sans conteste, régnait dans cette mer intérieure et sur ses rivages ; il n'y avait pas de question baltique ; la sécurité baltique allait de soi, sans que l'on y pensât même. Aujourd'hui, toute la Baltique est en alarme et, avec la Baltique, tous les pays maritimes, dans leur solidarité universelle. Complication générale, querelle générale, si ce n'est pas le conflit pour demain. N'est-il pas de toute évidence que la Pologne était sur ce point l'instrument indispensable d'équilibre, de stabilité et de paix ?

Tel est son rôle, en effet. Je répète : elle est un immortel Etat-tampon. Entre les dangereuses vagues asiatiques qui déferlent et les falaises européennes limitrophes qui reçoivent le choc, elle colmate, elle ménage les contacts, elle dilue les discordes, elle ouates les conflits, ou mieux encore, elle les évite par sa seule existence.

Dès 1227, l'ordre Teutonique — premier rudiment de la Prusse — s'installe sous la protection de la Pologne. Aux temps de la Ligue Hanséatique, qui se consacrait uniquement aux affaires et au commerce, la Pologne veillait sur elle. Dantzig faisait alors, avec l'Occident, des échanges considérables. Les villes et la noblesse, opprimées par l'Ordre, déclarent

« vouloir faire partie de la Pologne ». On ne le sait pas assez, les Ducs *en Prusse* — c'est ainsi qu'ils s'intitulaient — étaient longtemps des vassaux de la Pologne. Toujours le même service : protection contre les envahisseurs et les aventuriers. Inutile de rappeler Sobieski et la barrière imposée par la Pologne à la conquête musulmane, la Pologne ayant été toujours au premier rang des organisateurs du salut.

Les siècles s'écoulent ; les grandes rivalités suscitées par la Prusse se lèvent contre la Pologne, affaiblie par ses difficultés intérieures. On la démembre, on la partage. On la croit morte.

Elle est vivante, toujours vivante ! Jamais elle n'oubliera la prophétie du père Marc : « O Pologne, tu dois d'abord tomber en poussière ! Comme l'oiseau du soleil, tu renaîtras de tes cendres. Et ton esprit deviendra la lumière, l'ornement de l'Europe. » Elle chante et elle chantera sans trêve son vieux refrain national : « La gloire est mon armure ; je marche toujours et même si je tombe mort, le sang que nous perdons restaurera la force de la patrie ; ce sang s'unira à celui de Notre Sauveur. »

M. de Monzie disait hier, à propos de Kosciuszko : « Si la Pologne n'a pas toujours des chefs, elle a toujours des héros. » Eh bien ! elle a des chefs, maintenant. Elle a, d'abord, grâce à Dieu, cet admirable Paderewski qui emplit son âme du souffle de la grandeur ; depuis la mort de Pilsudski, à jamais regretté, elle a su grouper une nouvelle équipe de chefs. Le général Sikorski, qui leur commande, est bien connu en France ; ils ont tous le courage, la qualité et l'expérience ; le malheur les achève, hélas ! Autour d'eux, les Polonais serrent les rangs, s'appuyant sur leurs grands alliés occidentaux. Et tous, ils entonnent et répètent le chant des Légions polonaises : « La Pologne n'est pas morte, tant que nous vivons ! »

GABRIEL HANOTAUX,  
*de l'Académie Française.*

## LA POLOGNE PORTE-FLAMBEAU

Que le racisme, tel que les théoriciens de l'Allemagne hitlérienne l'ont construit, soit la plus absurde et la plus fausse des doctrines historiques, toute la vie de la nation polonaise le démontre, aussi bien par ses périodes de gloire et de rayonnement que par ses époques d'éclipse et d'épreuve. Fonder les Etats sur l'unique postulat de la race, est leur donner pour assises un mensonge que contredit l'expérience aussi bien que la raison. Il n'y a pas de races pures. Les peuples qui sont le moins mélangés, comme les Juifs, sont ceux qui ont vécu repliés sur eux-mêmes, isolés par leur religion ou leurs mœurs, parmi d'autres peuples plus puissants ou qui ont été soumis sous leur joug. Les grands peuples historiques sont, au point de vue ethnique, le résultat de multiples mélanges et d'hybridations diverses. Leur unité n'est pas d'ordre matériel, mais moral ; elle se réalise autour d'une idée ou par le fait de l'histoire ; leur grandeur se mesure à leur pouvoir d'absorption et d'assimilation ; elle se reconnaît à la marque qu'ils impriment sur les autres éléments ethniques qu'ils entraînent avec eux dans leur marche à l'étoile.

La Pologne, comme la Tchécoslovaquie, opposait la conception de l'Etat historique à celle de l'Etat-race. Dans la première, il entre un élément spirituel, tandis que la seconde est purement matérialiste.

Au contraire, si un peuple, tel que les Coptes d'Egypte, a conservé non seulement le type physique que l'on reconnaît sur les antiques monuments des pharaons, mais encore des traits moraux communs, c'est que la conquête musulmane l'a recouvert pendant de longs siècles, isolé, et que, pour des raisons d'ordre religieux, les mariages consanguins ont été une règle presque sans exception. Un peuple, une nation historique, ce n'est pas comme une race de bétail sélectionnée pour l'engraissement ou pour la production du lait, un fait d'ordre matériel, d'ordre animal ; c'est un phénomène d'ordre moral, d'ordre humain ; le souvenir de grandes choses accomplies en commun et la volonté d'en accomplir de nouvelles qui portent la marque de leur génie national, celui aussi de redoutables épreuves endurées, voilà l'élément d'ordre spirituel qui donne aux races historiques leurs traits définitifs et leur physionomie originale.

Existe-t-il une race polonaise ? On trouverait plutôt dans les Polonais d'aujourd'hui plusieurs types physiques et moraux que Sienkiewicz, dans ses romans historiques, et Ladislas Reymont, dans ses romans sociaux, ont analysés si finement. A l'origine, on entrevoit les remous de diverses tribus slaves établies dans les plaines, entre les Carpathes et la mer Baltique ; elles se superposent à des populations déjà installées dans les vallées de la Vistule, de l'Oder et du Niemen ; peu à peu, la nécessité d'une âpre lutte pour la vie contre les voisins envahissants les unit sous la direction d'un roi. L'antagonisme entre le polonisme et le germanisme est un des éléments qui ont forgé la personnalité historique du peuple polonais. Pour les peuples, comme pour les individus, le moi se pose en s'opposant.

Du côté des Germains, c'est-à-dire de l'Ouest, les tribus polonaises restent sur la défensive et disputent pied à pied leur « espace vital » à leurs voisins. Lutte toujours difficile et toujours renaissante, parce que rien ne distingue ni ne sépare la plaine polonaise de la plaine allemande à l'Ouest, et de la plaine russe à l'Est ; pas de montagnes, si ce n'est au Sud, où l'Etat polonais s'appuie solidement aux Carpathes ; pas de barrières fluviales non plus, car la Vistule décrit une grande courbe facile à tourner et ses affluents servent plutôt de chemins pour pénétrer au cœur de la Pologne que d'obstacles pour arrêter les empiètements des ennemis ambitieux et indiscrets.

Au contraire, du côté de l'Est, du Nord et du Sud-Est, les Polonais étaient en contact avec les tribus lithuaniennes et russes et même, pendant deux siècles, avec l'empire mongol. Dans ces directions, les Polonais ont porté le flambeau de la civilisation occidentale et catholique parmi les païens et les byzantins. Les tribus lithuaniennes étaient encore païennes au XIV<sup>e</sup> siècle, quand, depuis au moins quatre cents ans, les Polonais avaient reçu de Rome, en même temps que les Tchèques, la foi catholique avec la civilisation latine. Le latin a été longtemps la langue officielle en Pologne et la langue de la culture. De bonne heure, sous les influences venues de Rome, de France, de Vienne et d'Allemagne, une civilisation chrétienne brillante s'est développée autour de l'archevêché de Gniezno. La nation polonaise, dès qu'elle apparaît dans l'histoire avec ses traits caractéristiques, est une nation porte-flambeau, une nation apôtre, éprise d'idéal et de prosélytisme.

Il est curieux de remarquer que, durant la période la plus brillante de son histoire, c'est-à-dire jusqu'après le règne de Jean Sobieski, la Pologne, dans sa politique civilisatrice, tournée vers l'Est, vers la Baltique et la mer Noire, mène une politique parallèle à celle des ordres allemands de cheva-

lerie, les Teutoniques et les Porte-glaive. Entre Polonais et Allemands se dessine une rivalité qui n'est pas toujours hostile. Les Polonais sont avec les Allemands et le grand maître du Temple, sur le champ de bataille, à Liegnitz, en 1241, quand il s'agit d'arrêter la marche triomphante de Batou Khan, et avec eux ils sont écrasés. Mais, le plus souvent, les relations sont celles de rivaux et d'ennemis. La grande bataille de Grunwald (1410), où les Polonais et les Lithuaniens détruisent la grande armée germanique des chevaliers teutoniques, est le fait le plus saillant de cette période, celui dont le souvenir comporte les plus utiles enseignements.

Le catholicisme, avant Luther, créait entre les Polonais et les Germains ou les germanisés du Brandebourg, de la Poméranie, de la Prusse, certaines affinités. Mais quand l'ambition et la cupidité d'un Hohenzollern, grand maître de l'Ordre teutonique, lui fit adopter la Réforme afin de laïciser les biens de l'ordre et de créer à son profit un duché souverain (1525), la religion devint, entre les deux peuples, un élément d'antagonisme. La période que synthétise le nom du moine apostat de Wittemberg, est sans doute celle qui offre le plus de traits communs avec l'époque de Hitler ; elle en est comme la préfiguration... Luther est, avant tout, comme Hitler, un raciste pangermaniste.

Après la Réforme, l'histoire de la Prusse et celle de la Pologne vont de plus en plus se séparant et se dissociant, bien que leurs territoires soient enchevêtrés. Les Teutoniques, séparés du noyau principal du germanisme, et les Prussiens, séparés du Brandebourg par les populations polonaises, créent, sur la route d'étapes qui les réunit, des colonies militaires, des places fortes dont la série dessine un corridor germanique à travers les masses paysannes polonaises (Thorn, Elbing, Marienburg, Marienwerder, etc.) ; ils réussissent à luthéraniser en partie les populations polono-lithuaniennes de la région des lacs (pays des Mazures), et luthéraniser, c'est germaniser. Mais, au milieu des populations prussiennes et luthériennes, survit l'évêché catholique et polonais de Warmie, qui existe encore aujourd'hui.

Entre les deux peuples, c'est une lutte incessante, non seulement pour les territoires, mais encore pour l'influence prépondérante en Lithuanie et sur les bords de la Baltique. C'est ce qu'un écrivain politique français, M. James Donnadiou, appelle justement, dans un livre récent : « La lutte des aigles aux marches orientales » (1). La puissance prussienne s'est formée et agrandie aux dépens de la Pologne, surtout pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle,

(1) 1 vol. in-8° Alcan.

où les crises intérieures déchirent l'Etat polonais ; des rois étrangers, les Auguste de Saxe, qui s'entourent volontiers d'Allemands, une constitution républicaine ne donnent pas au pays le pouvoir fort et organisé qui eût été nécessaire pour résister à la poussée germanique conduite par un Frédéric II, et à l'expansion russe dirigée par l'Allemande Catherine II. L'éclipse des principes de justice internationale que la civilisation catholique du Moyen Age avait mis en honneur, ne laisse subsister que l'âpre concurrence des Etats. Les peuples n'ont droit qu'au silence, quand « les intérêts des princes » les condamnent à changer de maîtres. Les partages de la Pologne caractérisaient cette régression de la civilisation humaine.

\*  
\*\*

Il est assez difficile, à nous autres Occidentaux, de nous représenter ce qu'a été le rayonnement de la Pologne dans les vastes espaces situés sur son flanc oriental, depuis la Baltique jusqu'à la mer Noire ; il s'apparente plutôt à la colonisation qu'à la conquête. Dans ces vastes plaines, coupées de bois, de marais, les populations, encore aujourd'hui, n'ont qu'un sentiment national rudimentaire et subissent passivement les influences venues du dehors ; il est impossible de tracer une frontière ethnographique ou linguistique ; les transitions sont insensibles. Ce sont surtout les différences de religion qui distinguent les peuples. La Pologne a été, dans l'Europe orientale, le véhicule du catholicisme et c'est au catholicisme qu'elle doit, isolée au milieu de populations luthériennes et orthodoxes, d'avoir gardé intacte son individualité nationale et son fier patriotisme.

Mais il faut se représenter la Pologne historique comme un noyau compact et rayonnant autour duquel, surtout du côté de l'Est, s'étend, comme un halo lumineux, une zone très large où l'élément purement polonais est assez clairsemé et agit comme un levain civilisateur parmi des populations arriérées.

Nulle part, je n'ai compris le sens de l'histoire polonaise et le caractère de l'Etat polonais mieux que dans cette ville pathétique et émouvante entre toutes qu'est Wilno. C'est, parmi les populations restées, encore aujourd'hui, primitives, un foyer de haute culture, un poste avancé de la civilisation occidentale et catholique. Appliquer ici la loi des majorités, c'est aller à l'encontre du progrès. Dès qu'on sort de la ville, on trouve des campagnes qui sont, en grande majorité, peuplées de Blancs-Russes du côté de l'Est et de Lithuaniens du côté de l'Ouest. Dans la ville elle-même, la proportion de la population polonaise n'est que de deux tiers ; le reste

est respectivement blanc-russe, lithuanien, juif. Mais le caractère de la ville — même après un siècle et demi de domination russe — est polonais. Le centre de la vie, l'âme de la cité, le palladium national, c'est le sanctuaire vénéré de la Vierge d'Ostra Brama. Elle apparaît comme un symbole d'union que les Juifs eux-mêmes respectent. Les foyers de la culture polonaise à Wilno, ce sont les belles églises historiques et l'Université. J'ai compris là clairement tout ce que représente le polonisme et sa valeur humaine.

La rivalité des influences polonaise, russe, lithuanienne et même allemande est particulièrement intéressante dans cette région de la Russie blanche, qui est restée si primitive et qui commence seulement à se transformer, tant dans la partie polonaise que dans la partie soviétique. Dans ces régions couvertes de bois, d'étangs et de marécages, les Polonais ne forment pas une masse compacte. Selon les anciennes statistiques russes citées par M. Louis Léger (1917), dans les gouvernements de Grodno, de Wilno, de Kowno et de Volhynie, les Polonais n'auraient représenté qu'une minorité de la population, mais ils possédaient plus de la moitié des terres cultivables ; ils étaient l'élément dirigeant et civilisateur ; ils avaient mis le pays en valeur, créant des coopératives agricoles, des institutions de crédit. A côté du pope orthodoxe ignorant, crasseux, encombré d'une famille nombreuse et misérable, le curé catholique, célibataire, bien soigné, souvent instruit et éloquent, apparaît comme le guide naturel des paysans, le représentant d'une civilisation supérieure. En Russie blanche, d'un homme qui passe au catholicisme romain, on dit qu'il est « devenu Polonais » ; son *standard of living* est élevé.

Un journaliste blanc-russe émigré, nommé Solonevitch, écrivait en 1910 : « En Russie blanche, sauf le *moujik*, il n'y a rien de russe. Notre noblesse blanche-russe a très facilement vendu et la foi de ses pères, et la langue de son peuple et les intérêts de la Russie. Les Tyszkiewicz, les Mickiewicz, les Sienkiewicz sont à peu près les mêmes Blancs Russiens que moi, mais ils se sont polonisés. Le peuple est resté sans classe dirigeante, sans intellectuels, sans bourgeoisie, sans aristocratie et même sans prolétariat et sans artisanat... » (1)

Au temps du grand empire lithuanien (XIV<sup>e</sup> siècle), la chancellerie d'Etat se servait d'un idiome blanc-russe. Le peuple blanc-russe regarda longtemps vers Wilno, puis vers Varsovie, d'où venaient la lumière et la

(1) Cité par M. Basile Nikitine dans une étude très documentée qu'il vient de publier sur la Russie blanche dans le *Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques*, supplément au n<sup>o</sup> 217-218 du 27 septembre 1939.

civilisation de l'Occident. Bientôt, la Diète se prononce en faveur de l'emploi de la langue polonaise. Des écrivains polonais traduisent en blanc-russe les principales œuvres de la littérature polonaise et s'en servent pour une propagande patriotique. La première étape d'une renaissance de la culture blanche-russe fut l'œuvre des Polonais. Cette influence alla diminuant à partir de 1865, quand, après l'insurrection polonaise de 1863, le gouvernement du tsar interdit l'usage des caractères latins et entrava tant qu'il put l'activité du clergé catholique.

Aux quatre douma impériales (1906-1907), ce furent des Polonais et quelques paysans nationalistes russes d'extrême droite qu'envoya la Russie blanche. C'est, au contraire, avec l'appui des troupes d'occupation allemandes que fut proclamée, le 11 décembre 1917, et que végéta quelque temps la République de Russie blanche. Tant de changements et d'instabilité révèlent l'absence ou l'extrême faiblesse de la conscience nationale blanche-russe. Quant le traité de Riga partagea en deux la Russie blanche, une moitié, avec Wilno, devint polonaise, l'autre passa sous la domination soviétique ; on vit alors les Polonais favoriser le mouvement culturel blanc-russe et ouvrir environ 150 écoles ; mais, après quelques années, ces écoles se polonisèrent. Ce mouvement blanc-russe séparatiste était, en ces derniers temps, devenu illégal, tant en Russie soviétique qu'en Pologne. La Russie blanche va se trouver maintenant tout entière englobée dans l'U. R. S. S. ; ce n'est certes pas un progrès pour la civilisation, ni une amélioration pour le sort de ses habitants.

En Galicie orientale, jusqu'en Volhynie et Podolie et même jusqu'aux confins de la mer Noire, les Polonais et les Ukrainiens menèrent jadis ensemble le combat de la chrétienté contre l'Islam turc, jusqu'à ce que le hetman Chmielnitzki, en 1654, eût fait sécession et séparé les Ukrainiens des Polonais, pour se mettre sous la tutelle, bientôt étouffante, du tsar de Moscou. Les Polonais, dans ces régions, sont restés, en général, les grands propriétaires et constituent l'élément le plus cultivé de la population. Depuis le San jusqu'à la mer Noire, l'influence du polonisme va décroissant et se marquerait, sur une carte en couleur, par une teinte de plus en plus atténuée.

Dans ces marches de l'Est, où les Polonais ont fait œuvre civilisatrice, il n'y a jamais eu conquête, abus de la force, écrasement d'une population par l'autre, c'est une symbiose historique et économique de trois éléments, le Polonais, l'Ukrainien ou le Russe blanc et le Juif.

Du côté du Nord, les rapports de la Pologne avec la Lithuanie, au cours de l'histoire, ont évolué d'une manière différente, mais le résultat est de même



nature. Il s'agit de l'union, définitivement réalisée par le pacte de Lublin en 1569, et de l'association intime de deux Etats ayant, l'un et l'autre, une glorieuse histoire et un sentiment national très développé. Avant 1914, la fusion des deux peuples paraissait d'autant plus définitive qu'il avaient subi le même injuste destin et perdu l'un et l'autre leur autonomie. Les grandes insurrections polonaises de 1830 et de 1863 n'ont pas eu de plus obstinés et héroïques champions que les Lithuaniens. Il suffira de rappeler que le héros national Kosciuszko était issu d'une famille lithuanienne, comme les Radziwill, les Sapieha et tant d'autres qui comptent parmi les illustrations de l'histoire polonaise, de la littérature et des arts... Enfin, personne n'ignore que le maréchal Pilsudski, dont on peut discuter la politique, mais dont nul ne contestera le patriotisme polonais, était d'origine lithuanienne. Un peuple qui conquiert des âmes, qui suscite des dévouements enthousiastes, qui laisse, partout où il passe, les marques de son génie, est, dans l'univers historique, une personnalité irradiante, plus puissante et plus agissante, parfois, dans le malheur, que dans la plus brillante fortune.

\* \* \*

La Pologne disparaît de la carte des Etats, après les trois partages de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et de nouveau, après une brève résurrection, par les traités de 1815. La Russie, qui avait promis de respecter l'autonomie de l'ancien duché de Varsovie, poursuit une politique de centralisation et cherche à détruire le polonisme. Mais la Pologne, démembrée et asservie, fait encore œuvre de civilisation. Son nom devient le symbole des peuples martyrs promis à la résurrection ; il retentit dans l'histoire romantique française et italienne. *Mortuus adhuc loquitur*. La brillante personnalité de Mickiewicz, professeur au Collège de France, ami de Michelet, de Quinet, de Hugo, de La Fayette, de tous les grands écrivains français du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, est associée à tout le mouvement de 1848 pour la liberté des citoyens et l'indépendance des peuples. La vivante image due au ciseau génial de Bourdelle qui décore la place de l'Alma, le représente, en marche, appuyé sur son bâton de pèlerin, la main tendue dans un geste éloquent qui n'implore pas, mais qui affirme et qui dénonce, magnifique prédicateur d'une sainte cause, celle de l'indépendance, de la conscience et du droit des peuples. Pour cet idéal s'enthousiasment les initiateurs du grand mouvement de renaissance catholique en France, les Montalembert, les Cochin, les Lacordaire, les Gratry. L'Europe est « en état de péché mortel ». Si elle veut vivre libre et heureuse, elle doit le mériter en rendant au

peuple polonais, le peuple de Sobieski, de Kosciuszko, de Copernic, de Chopin, de Moniuszko, de Mickiewicz et de tant d'autres, la vie et l'indépendance.

Déjà, au XVIII<sup>e</sup> siècle, Stanislas Leszczynski crée autour de lui, à Nancy, un foyer d'art et de haute culture. L'émigration du XIX<sup>e</sup> siècle en France, en Italie, aux Etats-Unis, jette un vif éclat dans les lettres, les sciences, la médecine, l'armée, toutes les branches de l'activité intelligente des humains civilisés. Elle s'est battue en Hongrie en 1849, pour l'indépendance magyare, en France en 1870. La Pologne, soit libre, soit asservie, soit émigrée, a toujours produit des personnalités éminentes. Sera-t-il permis de dire qu'elle a parfois manqué de cohésion nationale, d'abnégation des individualités fortes devant l'intérêt général, du sens des possibilités et d'esprit pratique ? « Les Polonais sont des artistes. » Le mot ne m'appartient pas ; il est de Pilsudski, qui s'en est servi avec insistance au cours du long et curieux entretien que j'eus avec lui, en 1929, à Wilno, sous le toit du gouverneur Raczkiewicz, aujourd'hui Président de la République d'une nouvelle Pologne en émigration temporaire.

Mais l'artiste est un créateur. Il n'est pas donné à tous les peuples d'être des créateurs et de laisser après eux dans l'histoire un sillon de lumière. C'est son idéalisme qui mérite à la Pologne l'honneur d'être au-dessus de la mêlée des nations en armes, le porte-flambeau d'une idée immortelle, que ne déformera pas toujours et ne dénaturera pas à son profit la soif allemande de dominer et d'opprimer, celle du droit des peuples organisés à une vie libre et indépendante.

RENÉ PINON.

## LA POLOGNE A SAUVÉ L'HONNEUR DE L'EUROPE ORIENTALE

Ceci vient à la suite du livre que nous avons publié en 1938 sur l'Europe orientale à l'époque contemporaine. Ainsi, nous conduisons son histoire jusqu'à nos jours. Comme historien, nous nous abstenons de violente diatribe contre qui que ce soit. Et nous nous bornerons à l'expression de ce que nous croyons être la vérité historique.

Notre livre de 1938 avait été écrit, au moins dans sa plus grande partie, pour célébrer la renaissance de l'Europe orientale, renaissance à laquelle nous avons eu le bonheur d'assister dans les années qui ont suivi la Grande Guerre. De la Méditerranée à la Baltique, nous avons vu fleurir le printemps de la liberté, et il nous paraissait que cette liberté retrouvée ne devait porter ombrage à personne. Les grands Etats voisins ne pouvaient-ils pas laisser flotter librement l'écharpe diaprée de l'Europe orientale ? Des nations, longtemps opprimées, retrouvaient leur place au soleil ; par leur épanouissement, la civilisation s'enrichissait. Les grandes nations civilisées du XX<sup>e</sup> siècle pouvaient-elles en être jalouses ?

Cependant, à propos des Etats dont nous avons fait nos amis, nous entendîmes à Berlin, dans un établissement très scientifique, un mot qui nous peina beaucoup, un mot qui sonnait le glas : *Säsonstaaten*, Etats qui durent une saison, un printemps à peine... Et, comme si nous n'avions pas assez bien entendu, un collègue autrichien, partisan de l'Anschluss, s'efforça de nous convaincre que tout allait mal en Europe orientale et que tout irait mal dans cette région, tant que ne s'y régnerait pas l'ordre allemand.

Nous Français, nous avons la liberté dans le sang. Nous ne pouvions trouver mauvais les élans, même les écarts et le personalisme assez accusé des Etats de l'Europe orientale. Après avoir servi si longtemps des maîtres étrangers, n'était-il pas compréhensible qu'ils songeassent surtout à vivre pour eux ? Ils abusaient sans doute, comme Etats nationaux, de ce régime de liberté individuelle qui aboutit, dans notre France de 1789, à l'anarchie spontanée, dont parle Taine. Mais c'étaient péchés de jeunesse. On pouvait, on devait faire crédit à ces émancipés de la veille. Ne suffirait-il pas de leur rappeler que l'union fait la force, pour qu'ils assurassent leur sécu-

rité par un ou plusieurs systèmes d'alliances ? Et puis, si chacun ne songeait qu'à soi, n'y avait-il pas la tutélaire Société des Nations pour jouer le rôle de Dieu pour tous ? Car c'était alors le temps du paradis de l'Europe.

Malheureusement, par des circonstances que nous n'avons pas à suivre, et dont chacun porte une part de responsabilité, on a perdu ce paradis où la vie semblait devoir ne pas cesser d'être facile et où la paix semblait devoir être éternelle. Hitler est venu comme un autre Luther. Il a prêché un nouvel évangile. Et il a sonné à son tour le ralliement des forces instinctives et obscures de la vieille Germanie. On se fait illusion quand on dit que Hitler a débauché la Germanie. Comme l'a dit Goering, Hitler est l'incarnation de l'Allemagne. Le nazisme est un aspect du germanisme, à l'opposé de l'aspect goethéen. Et le meilleur ne doit pas faire oublier le pire. On appelait déjà Frédéric II « le brigand couronné » : Et les Viennois, mal disposés pour la Prusse, s'appliquaient, il y a déjà longtemps, à opposer à leur ville impériale, Berlin, « repaire de brigands ».

Hitler est donc venu en 1933. Il a affecté de parler au nom du droit de son peuple. L'Allemagne, comme le proclamait déjà M. Lloyd George, en 1919, quand il fulminait contre le traité de Versailles, n'aurait-elle pas le même droit que les autres pays ? D'un point de vue transcendantal, c'est très certain. Seulement, on ne s'est pas rendu compte qu'en rendant à l'Allemagne le plein exercice de sa souveraineté, avec le libre usage de sa force, on lui fournissait le moyen de renvoyer en très peu de temps la libre Europe orientale au domaine des rêves, le moyen de fonder à sa place la Mitteleuropa de ses désirs, et même, quand elle aurait réalisé cette aspiration impériale, le moyen d'établir par voie de conséquence son hégémonie sur l'Europe. Les amis complaisants qui ne pouvaient se lasser de lui faire crédit — et nous lui avons, un moment, fait crédit nous-mêmes — ne s'étaient pas du tout aperçu que pour organiser l'Europe, il faut choisir entre l'Allemagne et l'Europe orientale — je devrais dire, en pensant à une étude que j'ai reçue récemment d'un collègue allemand sur le vieil Empire germanique : « Il faut choisir entre l'Allemagne et tous les autres pays, d'un côté le peuple fort, le peuple soi-disant élu, qui se croit tout permis, de l'autre les nationalités qui devraient être ses vassales, parce que soi-disant inférieures. »

On a laissé aller les choses dans le sens que désirait Hitler, et il semblait vraiment, à ce moment, qu'il pût se vanter d'être le Führer, non pas seulement de son Allemagne, mais de l'Europe. Le droit écrit lui interdisait de réarmer la Rhénanie, mais on le lui a permis au nom du droit naturel.

Au nom de ce même droit naturel, on lui a laissé annexer l'Autriche, peuplée d'Allemands, sans songer que, de Vienne, on ne peut qu'aspirer à l'Empire. On lui a laissé encore annexer le pays des Sudètes, sans penser qu'en y consentant on condamnait à mort la Tchécoslovaquie. On a cru conclure la paix à Munich, entre Allemagne, Angleterre, France, Italie. Mais ce n'était qu'une illusion.

Les grandes puissances occidentales cédaient manifestement du terrain. Elles abandonnaient leurs amis de l'Europe orientale. Comment ceux-ci pouvaient-ils continuer de leur faire confiance ? Ils avaient d'ailleurs eux-mêmes le mauvais esprit d'être toujours en désaccord. Leurs rancunes les plus tenaces, ils les gardaient des uns aux autres, sans songer au péril extérieur. On avait beau leur prêcher une politique de solidarité, les avertir que la mort de l'un entraînerait celle des autres. Ils ont laissé mourir l'Autriche pour ne pas y réinstaller les Habsbourgs. Quand l'Allemagne a démontré à la Tchécoslovaquie que son heure était venue, d'autres peuples, hélas, se sont partagé ses dépouilles. La Petite Entente est tombée comme un château de cartes. Au Nord, les Pays Baltes n'arrivaient pas à s'unir, pas plus, d'ailleurs, que les Pays Scandinaves. Et ceux-ci ne voulaient pas se lier aux pays de l'Europe orientale. Au Sud, les Pays de l'Entente balkanique ne voulaient pas admettre que leur entente fût tournée vers l'extérieur. Cette malheureuse Europe orientale était même reniée par plusieurs de ses membres, qui prétendaient se cantonner dans un cadre plus étroit, dans le coin où ils se sentaient dominants.

En Occident non plus on ne paraissait pas vouloir comprendre qu'il y avait, qu'il devait y avoir une Europe orientale. Mais les grands Etats voisins de cette Europe n'ignoraient pas son existence et ils avaient même les yeux fixés sur elle comme sur une proie.

Délibéré des chaînes de Versailles, l'aigle impérial rouvre ses ailes. L'Allemagne hitlérienne ne se contente plus d'absorber les populations germaniques voisines de ses frontières. Maintenant qu'elle est à Prague, elle prétend étendre son influence vers le Sud-Est et vers le Nord-Est. La propagande économique précède et prépare la propagande politique. Tous ces pauvres pays prétendent garder leur indépendance, mais pour vivre, ils ont besoin de vendre leurs produits. Ils les cèdent à l'Allemagne par simple troc de marchandises. Leur vasselage est commencé. Peu à peu, ils se laissent entraîner dans l'orbite de Berlin.

L'attrait de l'Allemagne s'exerce sur eux d'autant plus qu'elle prétend les garantir de la propagande soviétique. Que pourraient leur offrir de mieux la France et l'Angleterre plus lointaines ? Ces dernières, justement,

négoçient avec les Soviets. Leur amitié est compromettante. Or, il s'agit essentiellement de se maintenir dans les bonnes grâces du Führer.

La Lithuanie se laisse manœuvrer en livrant Memel à l'Allemagne. Ensuite, ce serait le tour de Dantzig. Car la diplomatie hitlérienne s'entend à sérier les questions. Dantzig, c'est-à-dire le débouché de la Vistule polonaise, et naturellement aussi le corridor, pour pouvoir souder l'ancienne colonie teutonique de Prusse orientale à l'Allemagne prussianisée. La Pologne, qui, depuis 1934, avait avec le Reich un pacte de non-agression, ne continuerait-elle pas de se laisser séduire ? Après Dantzig et le corridor, elle serait amenée à céder sa part de la Silésie, puis sûrement la Posnanie. Provisoirement, elle pourrait garder le reste, à condition de devenir sans doute l'instrument de l'Allemagne contre les Soviets. Puis la Hongrie suivrait. Puis la Roumanie, très désirable avec ses pétroles. Puis la Turquie, gardienne des Détroits. Et pourquoi pas la Croatie, facile à détacher de la Yougoslavie ? Le *Drang nach Osten* pourrait même atteindre l'Iran, où la diplomatie allemande sait aussi se faire écouter. Et après l'Est, ce serait le tour de l'Ouest, de la France, qu'on isolerait de l'Angleterre, mise à la porte de l'Europe. Pour finir, le troisième Reich, comme le vieil Empire germanique, pourrait s'étendre à l'Italie.

C'est tout cela que la Pologne n'a pas voulu, en refusant Dantzig à l'Allemagne. Elle n'a pas voulu abjurer l'Europe orientale. Elle n'a pas voulu renier son attachement aux puissances occidentales. Elle n'a pas voulu trahir l'Europe. Elle ne l'a pas voulu, même quand elle a été mise en présence du pacte germano-soviétique, la nouvelle trouvaille qui fixait son destin.

La Pologne avait pu, à d'autres moments, comme nous tous, commettre des fautes. Elle les a rachetées, et au delà, par son sublime sacrifice. Quand elle a refusé de céder à l'Allemagne, elle savait fort bien qu'elle allait à la mort. La preuve, c'est le mot d'adieu qu'un fameux général polonais adressait à la mission militaire franco-anglaise, mot rapporté par M. Chamberlain dans son discours du 20 septembre : « Nous combattons. Une grande partie de notre territoire sera conquise et nous connaissons des souffrances terribles. Mais si vous venez à notre aide, nous savons que nous renaîtrons un jour. »

Je ne peux m'empêcher d'associer dans cet instant le souvenir de la pure reine Hedwige de Pologne à celui de notre sainte Jeanne d'Arc. Et aussi se présente à moi une peinture du musée de Cracovie, l'image de la Pologne crucifiée...

La Pologne subira un nouveau partage ; elle sera crucifiée ; elle sera brûlée comme Jeanné ; elle sera martyre.

Surprise en pleine mobilisation, il lui est impossible de se défendre contre l'armée de manœuvre allemande. Tout au début des hostilités, le bombardement de ses aérodromes lui fait perdre la moitié de ses avions. Elle est même trahie par le dessin déconcertant de ses frontières. Le chancelier allemand a cru pouvoir présenter la conquête de la Pologne comme le plus grand exploit militaire de tous les temps. Mais déjà, à la veille des hostilités, un profane pouvait découvrir sur la carte tout le plan stratégique de l'envahisseur, la tenaille se fermant entre la Prusse orientale et la Slovaquie, occupée contrairement au droit des gens, le débordement par les ailes, puis, quand l'armée polonaise essaierait de résister sur le système des cinq rivières, le débordement de Varsovie à l'Est, vers Brest-Litovsk, en attendant l'avance des Russes dans le dos de la Pologne.

La ville sainte de Czenstochowa est tombée la première, bombardée, ruinée, incendiée. Cracovie l'a suivie de peu, et l'état-major allemand a cru devoir porter son hommage au tombeau du maréchal Pilsuski, restaurateur de la Pologne. Ensuite, la guerre d'épouvante, la guerre d'extermination, qui décime même et quelquefois surtout la population civile, sans pitié pour l'âge ni pour le sexe, s'est étendue à tout le pays.

Restait debout Varsovie, la capitale, ville ouverte sans doute, à moins que l'on ne prit ses barricades pour des remparts. Varsovie, la plus belle image de la Pologne contemporaine, avec d'ailleurs des souvenirs exquis du siècle des lumières. Varsovie, un des principaux foyers mondiaux de la civilisation.

Varsovie se souvenait d'avoir été, en d'autres temps, notamment en 1794, quand elle fut prise d'assaut par Souvarov, et encore en 1831, l'héroïne de la résistance polonaise. Comme si le sacrifice de toute la Pologne ne suffisait pas, Varsovie y a ajouté son propre martyre. Elle aussi a été impitoyablement bombardée, ruinée, incendiée, et elle ne s'est rendue qu'à la dernière extrémité.

A ce même moment, la Russie et l'Allemagne procédaient avec désinvolture au quatrième partage de la Pologne, en prétendant l'imposer aux alliés franco-anglais, les seuls peuples qui fussent entrés en guerre.

Car, absolument comme si les événements dont nous venons de parler s'étaient passés à cent lieux de l'Europe orientale, comme si la Pologne était en Afrique ou en Amérique, aucun pays de l'Europe orientale n'a bougé, chacun se confinant dans une neutralité, c'est-à-dire dans une paix provisoirement confortable.

Or, la Pologne était le plus grand Etat de l'Est européen. Autour d'elle seulement pouvait se maintenir l'assemblage fragile des Etats de cette région. L'Allemagne et la Russie ont parfaitement compris qu'en la ruinant, elles ruinaient l'Europe orientale. Le rattachement des trois Etats baltes à l'influence russe a suivi presque aussitôt. Pour d'autres parties de l'Est européen, on commence d'entendre parler aussi de zones d'influences. Est-ce le vœu qu'avaient formé les peuples de cette région qui se sont battus depuis un siècle pour leur indépendance, quand ils se sont élevé à eux-mêmes, à leur victoire de la Grande Guerre, de splendides monuments ? Seraient-ils mûrs pour le vasselage ?

Un chef de gouvernement, dans un pays qui se couvrit de gloire autrefois, déclarait un peu honteusement, ces jours derniers, qu'on ne peut pas toujours être héroïque. Nous répondrons que lorsqu'on a cessé de l'être, on peut toujours le redevenir, et que parfois, même, les événements y conduisent...

Quoiqu'il en soit, l'exemple de la Pologne ne cessera de parler haut. Et s'il est vrai, comme l'écrivait l'*Osservatore Romano* du 19 septembre, que les peuples qui ne se défendent pas ne méritent pas de vivre, il est encore plus vrai que ceux qui se sont sacrifiés reviendront à la vie.

MICHEL LHÉRITIER,

*Professeur à la Faculté des Lettres de Dijon  
et à l'Ecole des Hautes Etudes Sociales  
et Internationales de Paris.*



## POLITIQUE DE LA FORCE ET FAIT ACCOMPLI

De nouveau, les relations entre Etats nous offrent l'exemple d'une opposition violente entre la politique du droit et celle de la force. Après la guerre mondiale, qui devait être la dernière, on avait pu espérer, pendant quelques années, voir triompher en pratique la notion de la guerre juste, si longtemps discutée en théorie par les théologiens. Des pactes solennels, le Pacte de la Société des Nations, le Pacte Briand-Kellogg signé par la presque totalité des Etats, interdisaient toute guerre d'agression ; des modes de solution pacifique des conflits, conciliation, arbitrage, Cour permanente de Justice internationale étaient mis à la disposition des Etats de bonne foi. Et voici que vingt ans après la fin de la grande guerre en éclate une autre qui, mieux encore que la précédente, peut être considérée comme le type des guerres injustes en droit tout court, de la guerre illégale au point de vue du droit positif. Absence de toute violation grave du droit susceptible de constituer une juste cause de guerre (certes, il ne manque pas ici de violations graves du droit, mais toutes sont du côté de l'agresseur !) ; rejet de tous les modes de solution pacifique ; en ce qui concerne la conduite de la guerre, mépris de toutes les règles d'humanité, massacre de la population paisible motivant de la part du Président Roosevelt une protestation énergique qui lui fait honneur ; après la victoire, hâtée par l'intervention russe, internement en Allemagne de la population masculine valide, plus d'un demi-million d'hommes appelés à travailler durement comme prisonniers de guerre, sans doute à peine nourris comme au cours de la dernière guerre et dont beaucoup ne reverront jamais leur pays, alors que, dans la malheureuse Pologne, il ne reste plus que femmes, vieillards et infirmes condamnés à mourir de faim — excellent moyen pour l'Allemagne d'augmenter son espace vital ! — voilà quelles furent les caractéristiques de la nouvelle guerre européenne, terminée en quelques semaines, comme pour la Belgique en 1914, par la disparition d'un des Etats belligérants privé pour un temps de son territoire national.

En 1914, la loyauté chevaleresque du roi Albert avait fait l'admiration du monde entier ; il en est de même aujourd'hui de la force d'âme de la

Pologne, une fois de plus obligée de lutter pour son existence contre des forces par trop inégales. La défense héroïque de Varsovie, la résistance opposée pendant un mois par des fantassins et des cavaliers à une inondation de chars d'assaut et d'avions de bombardement, sont l'affirmation contre la violence brutale des droits d'un peuple qui ne veut pas mourir et qu'un avenir prochain, il faut l'espérer, verra, une fois de plus, renaître des cendres de son bûcher — ceci n'est pas seulement une expression figurée, quand on pense à tant de villes martyres.

## I

Jamais, peut-être, on n'avait assisté à des violations du droit aussi multiples, préparées avec tant d'astuce et d'hypocrisie. Un Etat dont la rapide croissance inquiétait ses voisins — il avait, quelques années auparavant, vaincu l'un d'eux devant Varsovie — se trouvait entouré presque de tous côtés par deux Etats colosses avec lesquels il avait réussi à conclure des traités récents : avec la Russie, un traité de non-agression ; avec l'Allemagne, un « accord d'amitié » pour dix ans, signé il y avait cinq années. Il pouvait espérer qu'une entente de ses deux voisins contre lui était impossible, chacun d'eux s'affirmant comme le défenseur d'une idéologie opposée, l'idéologie bolcheviste d'un côté, à base économique, de l'autre l'idéologie national-socialiste, à base de racisme. C'était l'Allemagne qui avait lancé l'idée du pacte antikomintern, acceptée de confiance par plusieurs Etats qui ont eu peine à se remettre de la surprise d'avoir été cyniquement joués.

Un tel accord était la meilleure preuve de l'analogie profonde qui existait, malgré les apparences, entre les deux régimes absolutistes, tous deux dictatures personnelles, appuyées sur un parti qui ne se maintient au pouvoir que grâce à une police formidable et sans scrupules, la Gestapo et la Guépéou. Par une félonie qu'on a pu déclarer être sans précédent dans l'histoire qui a vu tant d'actes perfides, les deux dictateurs s'entendirent définitivement entre eux, au moment précis où la Russie, pour mieux tromper la France et la Grande-Bretagne, obtenait de ces deux pays l'envoi d'une mission militaire, en vue de préparer une entente dirigée contre toute agression allemande.

La Pologne, heureuse de revenir à la vie après un siècle et demi d'oppression, avait pris au sérieux ses accords avec ses voisins, accords d'ail-

leurs précédés et suivis de bien d'autres promesses, dont certaines toutes récentes, comme ce discours du 12 septembre 1938, où le Führer déclarait : « L'Allemagne a décidé et elle a promis de considérer les frontières de la Pologne comme irrévocables. » Une année ne s'était pas encore écoulée que la Pologne devait apprendre la valeur de ces promesses solennelles. Brusquement assaillie sous le prétexte de refus de propositions de paix qui, le Livre bleu anglais l'a démontré, ne lui avaient pas été présentées en temps voulu pour qu'elle pût y répondre, n'ayant pas osé, de crainte de donner un prétexte d'agression à son puissant voisin, répondre par des mesures analogues à une mobilisation effective sur ses frontières, ne pouvant plus, elle-même, effectuer sa mobilisation sous un bombardement sauvage de ses villes et de ses aérodromes, sa capitale en ruines, enfin attaquée par la Russie au moment où son armée allait se reformer sur une ligne intérieure, pour la cinquième fois en cent cinquante ans, elle ne pouvait empêcher un nouveau partage d'intervenir entre ses deux bourreaux.

Certes, la politique allemande était bien dans sa ligne habituelle depuis les directives que lui avaient fournies au siècle dernier ses grands philosophes, un Hegel, notamment, qui divinisait l'Etat et en concluait que les traités ne peuvent avoir qu'une valeur conditionnelle, le premier devoir de l'Etat étant de n'en pas tenir compte quand ils vont contre son intérêt. Nul traité, en raison de la clause *rebus sic stantibus* toujours sous-entendue, n'est d'ailleurs valable qu'autant que les circonstances sont restées les mêmes ; or, il faudrait bien peu d'imagination pour ne pas relever, après quelques années, certaines modifications. En tout cas, suivant une autre affirmation de Hegel, la guerre est la plus haute manifestation de la souveraineté ; si elle éclate, le succès sera la preuve du droit. Comme le dit Nietzsche, « c'est la bonne guerre qui sanctifie toutes choses », et le général von Haeseler, s'élevant à des considérations philosophiques, affirmait que « si un peuple a droit à la domination, son pouvoir de conquête constitue la plus haute gloire morale devant laquelle le vaincu doit s'incliner ». Or, pour tout Allemand formé à cette idée qu'il fait partie de la race maîtresse, le droit du peuple allemand à la domination n'est pas douteux. « Nous sommes nés de la guerre, a déclaré le Chancelier Hitler dans son discours au Sportpalast du 10 octobre, de la guerre est née notre philosophie et dans la guerre elle se maintiendra. »

La grande force de l'Allemagne auprès de l'étranger a été trop souvent, jusqu'ici, qu'on ne veut pas la voir telle qu'elle est. Quelques livres trop connus sur l'Allemagne rêveuse et sentimentale, dont le plus célèbre, celui

de Mme de Stael, date de plus d'un siècle, ont fait oublier ce que d'autres, avec plus de vérité, appellent l'Allemagne éternelle, celle qui ne rêve que butin, qui, au dire de Tacite, aime mieux s'enrichir par la guerre que par le travail, au dire d'Ammien Marcellin, au quatrième siècle, fait résider le droit dans la force ; celle dont on a pu dire au dix-huitième siècle, après Frédéric II, que la guerre est son industrie nationale ; à une époque plus rapprochée de nous, l'Allemagne de Bismarck, celle de Guillaume II, enfin à l'heure actuelle, celle de Hitler, qui devait dépasser tous ses prédécesseurs. Après avoir mis de côté le « Diktat infâme » — si doux, cependant, en comparaison des traités de Brest-Litovsk et de Bucarest et qui n'enlevait à l'Allemagne aucun territoire qui voulût rester allemand — le Führer réussit, en trois ans, à accroître de près de moitié le territoire et la population allemande, supprimant à son profit trois Etats souverains, Autriche, Tchécoslovaquie et Pologne, chaque fois malgré des promesses récentes et formelles, sans que jamais les autres Etats, les uns terrorisés, les autres trop confiants et mal préparés à résister à ces coups de force, aient pu se décider à autre chose qu'à de vaines protestations verbales.

Ce serait une lourde erreur de croire une fois de plus, comme en 1918, que tous ces crimes internationaux soient exclusivement imputables aux gouvernants, et non à la paisible et *gemütlich* population allemande. Une expérience séculaire prouve que chaque fois que ses dirigeants font miroiter devant elle un espoir de guerre, toute l'Allemagne « dynamique » les suit avec ardeur. Il n'est pas douteux que, sur les quatre-vingt-dix millions actuels d'Allemands, en dehors même du tiers de non-allemands, Autrichiens, Tchèques, Slovaques et Polonais, il existe une petite élite qui désapprouve cette politique de violence à l'égard d'Etats plus faibles ; mais ce qui est non moins certain, c'est que cette élite, ou bien est extrêmement faible, ou, en tout cas, n'ose jamais élever la voix. Les seuls qui parlent et qui sont suivis, ce sont ceux qui exaltent la race maîtresse, qui méprisent la poussière des petits Etats (*Kleinstaaterei*) et qui comptent sur la force pour faire triompher les prétentions allemandes.

Ce n'est que lorsqu'elle est vaincue que l'Allemagne redevient pacifique. De 1918 à 1935-1936, années du rétablissement du service militaire obligatoire et de la réoccupation militaire de la Rhénanie, les gouvernants allemands sont, en apparence, profondément respectueux du droit international. C'est le cas, non seulement de Brüning, le seul sincère peut-être, mais vite disparu, mais aussi de Stresemann, dont les lettres connues après sa mort ont fait connaître les véritables intentions, et de Hitler lui-même

à ses débuts comme chancelier. Pendant cette quinzaine d'années, on voit surgir des propositions allemandes en vue d'un accroissement de pouvoir de la Société des Nations, ou bien en vue d'un désarmement effectif des Etats ; c'est le Führer lui-même qui propose la suppression de l'armée aérienne, à un moment où l'Allemagne n'avait pas encore d'aviation militaire. De même, l'Allemagne qui, victorieuse, témoigne un parfait mépris pour le droit international, ne cesse, une fois vaincue, de se réclamer du respect des engagements internationaux — qu'on se rappelle le constant recours aux Quatorze Points du Président Wilson, — du principe de l'égalité des Etats — il n'est pas question alors des droits spéciaux d'une race supérieure, — du sentiment de l'honneur qui fait que l'Allemagne, innocente de la guerre de 1914, comme de l'actuelle sans doute, ne peut supporter de se voir déclarée responsable des dévastations par elle accomplies au cours d'une guerre qu'elle n'a pas voulue. Ce n'est pas ainsi que parlait, en 1914, Maximilien Harden, ni le chancelier Bethmann Hollweg lorsqu'il faisait à la Belgique une promesse de réparations à venir.

Un peuple honnête comme les Anglais n'a pu croire à tant de duplicité ; dès 1918, il a voulu le rétablissement du fair play, la restauration commerciale et financière d'un peuple malheureux, mais honnête ; la faillite allemande et les crédits gelés lui ont déjà coûté des dizaines de millions de livres sterling, en attendant les dépenses beaucoup plus considérables encore du réarmement devenu nécessaire et de la guerre actuelle. Aussi faut-il espérer que, cette fois-ci, la Grande-Bretagne, victorieuse avec nous, ne se laissera plus prendre aux mêmes affirmations d'innocence, dès que les gouvernants nazis congédiés auront été, à l'exemple de Guillaume II, s'installer confortablement dans un Etat neutre.

## II

Il est très possible et même probable que, dans le cas de la Pologne, le Führer ait essayé, une fois de plus, d'obtenir les avantages qu'il espérait d'une simple menace de guerre poussée aussi loin que possible. Cela lui avait si souvent réussi ! Tout au plus pensait-il, comme les ministres de François-Joseph, en 1914, à une guerre localisée. Mais, cette fois, les affirmations de son conseiller Ribbentrop que jamais la France ni la Grande-Bretagne ne recourraient à la guerre se sont trouvées fausses. Il était trop évident qu'un nouveau succès, obtenu aussi facilement, n'aurait été qu'un

point de départ pour de nouvelles prétentions. L'habileté diabolique du Führer avait toujours consisté dans cet art de sérier les questions, en affirmant chaque fois que l'Allemagne, ayant toute satisfaction, n'aurait plus rien à réclamer. Cette fois, la ruse grossière avait par trop servi ; elle était éventée. Une fois de plus, dans son discours du 6 octobre au Reichstag, le Führer laissa bien entendre qu'il ne désirait plus rien, la Pologne étant conquise, sauf cependant encore des colonies, mais ceci pouvait attendre.

De telles propositions furent rejetées avec la même énergie tranquille par le Président du Conseil français et le Premier Ministre anglais. A quelques heures d'intervalle, MM. Daladier et Chamberlain déclarèrent également que les propositions de paix qui prenaient pour point de départ la consécration d'une agression n'étaient pas acceptables ; c'eût été forfaire à l'honneur et abandonner la thèse suivant laquelle les différends internationaux doivent être réglés par des négociations et non par la force.

Et cependant, cette fois, les deux dictateurs complices avaient fait valoir un argument non pas nouveau, mais qu'ils n'avaient jamais encore si bien mis en valeur, l'argument du fait accompli. La Pologne avait disparu en tant qu'Etat ; la Russie — qui avait aidé de son mieux à cette disparition — n'était donc plus tenue par un traité de non-agression envers un Etat qui n'existait plus ; quant à l'Allemagne, son accord d'amitié et les traités préexistants avec la Pologne supposaient bien entendu, eux aussi, un Etat existant ; l'un des deux contractants disparaissant, les traités en question tombaient avec lui ; les autres Etats n'avaient rien à y voir ; la guerre étant finie pour l'Allemagne qui avait atteint ses buts de guerre, il n'y avait, pour eux aussi, qu'à considérer le conflit comme terminé et à s'incliner devant le fait accompli.

L'Allemagne laissait d'ailleurs généreusement entendre qu'elle pourrait reconstituer sous son protectorat un petit Etat tampon entre elle et la Russie, un embryon de Pologne qui serait occupée militairement par elle. On sait le résultat que ce régime a donné pour la Tchécoslovaquie, dont la situation est plus dure que celle d'un protectorat colonial. A l'honneur de la Pologne — et en ce moment même, la courageuse Finlande fait preuve d'une énergie analogue à l'encontre de la Russie soviétique, — l'Allemagne n'a pu trouver dans sa nouvelle conquête un Seyss-Inquart, un Hacha ni un Tiso, de sorte que, jusqu'ici, elle a dû s'en tenir au régime d'occupation militaire pure et simple.

Que faut-il penser de cet argument que le droit ne peut méconnaître les

faits, qu'ayant pour but de les régler, il est bien obligé d'en tenir compte ? Est-il applicable en la circonstance ?

Dans le cas de la Pologne, la situation était telle que partout, même chez les neutres, il s'est produit une réaction spontanée contre la duplicité des deux dictateurs invoquant, pour ne pas respecter les traités par eux passés, le fait de la disparition d'un autre contractant due précisément à l'attaque combinée qu'ils venaient de diriger contre lui. Partout, le sentiment moral et l'idée de justice se sont insurgés contre de telles prétentions. On a fait remarquer que la justice ne rend pas un non-lieu en faveur du meurtrier parce que la victime ne peut être rappelée à la vie ; loin de mettre fin à l'action publique, c'est, au contraire, la disparition de la victime qui la fait naître.

Et, cependant, certains esprits sont troublés par cette affirmation que le droit sort des faits et qu'il ne peut donc pas n'en pas tenir compte ; on sent confusément qu'il y a là une part de vérité. Laquelle ? et existe-t-elle dans le cas qui nous occupe ?

Ce n'est pas ici le lieu d'une longue discussion théorique ; je ne discuterai pas les deux opinions extrêmes, inconciliables l'une avec la vie et l'autre avec la morale, d'après lesquelles, pour la première, le fait contraire au droit n'existe pas moralement ni juridiquement, on peut et souvent même on doit n'en pas tenir compte ; pour la seconde, au contraire, le droit est une réalité sociale ; le droit positif, le seul qui existe réellement, est celui qui est en vigueur en un pays ou en un temps donné ; tout autre droit n'est que rêverie, idéal lointain peut-être, mais non droit actuel. A mon sens, la vérité est également éloignée de ces deux exagérations. Le droit sort du fait, oui en un sens ; il y a, certes, une part de vérité dans la maxime ancienne *ex facto oritur jus* ; et l'on n'a jamais autant parlé qu'à notre époque de la révolte des faits contre le Code ou de l'impuissance des lois : ce sont les titres mêmes de deux livres bien connus de MM. G. Morin et Cruet.

Mais ceci n'est aucunement contradictoire avec le principe que le droit domine les faits. Le droit est une science normative ; avec la morale, il constitue la double règle de la vie humaine, l'une plutôt règle interne et l'autre règle externe, c'est-à-dire visant les actes des hommes qui se traduisent par des manifestations extérieures. Il n'y a pas de droit, de loi ou de contrat quelconque qui ne prenne sa source dans un fait. Mais il ne faut pas oublier que l'existence même de l'homme et son caractère d'être social et moral qui le distingue de l'animal sont des faits primordiaux qui dominent tout, des faits normatifs suivant l'expression de certains philosophes

ou juristes actuels. Là où les faits apparaissent comme inconciliables, l'établissement d'une hiérarchie entre eux est indispensable. Et si l'on veut aller plus encore au fond des choses, toute règle de droit concret sort des faits, mais ce n'est pas vrai de la notion même de droit en général qui, reposant sur l'idée de justice, transcende les faits matériels et permet de différencier ceux à encourager, à tolérer ou à réprimer. On peut dire qu'il n'est rien dans le droit qui ne vienne des faits sauf le droit lui-même, exactement comme la maxime célèbre des scolastiques, *nihil est in intellectu quin prius fuerit in sensu*, n'est exacte qu'avec l'adjonction de Leibnitz, *nisi ipse intellectus*.

Ainsi le droit sort des faits dans le sens que nous venons de voir, et il se développe indéfiniment par les faits licites, loi, coutume, contrat, prescription ; mais il juge les faits, il condamne les faits illicites : tout le droit pénal est là pour cela, et il n'est pas un Etat qui puisse vivre sans un minimum de loi pénale.

Qu'arrivera-t-il si la réaction sociale contre le fait illicite est impossible, faute de juge ou bien faute d'une force suffisante pour assurer l'exécution de la loi ou du jugement intervenu ? C'est alors le grand problème du droit public, interne ou externe, celui que posent les changements de gouvernement ou les changements de souveraineté. Parfois, lorsque certaines circonstances se trouveront réunies, le fait de force aide à créer le droit, du moins le droit positif, c'est le cas de la prescription en droit interne, de la conquête en droit international. Mais le droit complet comporte deux éléments, l'élément moral d'un côté et, de l'autre, la promulgation et la sanction positive sous peine de rester une *lex imperfecta*. En droit privé, la prescription ne sera valable et l'autorité publique n'interviendra pour la faire respecter qu'au bout d'un temps plus ou moins considérable, qui laisse supposer une négligence coupable du propriétaire ; en droit public, pour les changements de gouvernement ou de souveraineté nationale, tout délai fixe étant impossible à préciser, c'est le consentement de la population qui remplace le délai de la prescription du droit privé ; tant qu'il n'est pas obtenu, le droit reste ouvert, soit en faveur des anciennes dynasties — ce fut le cas des diverses restaurations françaises, anglaises ou autres, — soit de l'ancienne souveraineté nationale ; et des nationalités vivaces comme les Etats des Balkans, l'Irlande, l'Égypte, la Tchécoslovaquie, la Pologne, disparus à la suite d'une conquête étrangère, peuvent revivre après des siècles d'oppression.



### III

L'existence d'une sanction positive, réalisée en général par le recours à la force publique, est pratiquement nécessaire pour assurer l'exécution du droit ; mais la politique de la force pure, c'est-à-dire le recours à la force en violation du droit, est la rupture de l'ordre social ; cela est évident pour l'ordre national et la raison et l'expérience réunies montrent qu'il en est exactement de même pour l'ordre international. Dans toute société, le droit est là, précisément, pour réprimer la volonté de puissance des uns, ce que le baron Seillière appelle l'impérialisme, en tant qu'il s'exerce contrairement aux droits des autres. Or, c'est là ce que ne veut pas admettre l'Allemagne. Comme le remarque Chesterton dans son livre *La Barbarie de Berlin*, elle nie les deux principes essentiels sur lesquels est fondée la civilisation — au sens latin et anglo-saxon, bien éloigné de la culture germanique, — la notion d'engagement, c'est-à-dire l'obligation de respecter les contrats et les promesses faites, et la notion de réciprocité, application juridique de l'idée qu'a fait triompher le christianisme qu'on doit traiter son prochain comme soi-même. Comme nous l'avons constaté, ces deux notions juridiques à base d'obligation morale sont rejetées par l'Allemagne ; elle les remplace par la théorie de la nécessité en tant qu'elle fonctionne à son avantage. Le prétendu droit de nécessité ainsi compris, c'est, en réalité, le triomphe de la force pure et simple ; en 1914, par exemple, la nécessité pour la Belgique de rester indépendante n'a pas pesé lourd devant la nécessité pour l'Allemagne de l'envahir pour venir plus vite à bout de la France. Quand l'Allemagne est la plus forte, le droit de nécessité, c'est le respect du fait accompli, la soumission des autres Etats à sa volonté maîtresse et, en cas de résistance, le recours à la guerre la plus cruelle, car plus la guerre est cruelle, plus elle est courte, et elle est par là même plus humaine. Quand l'Allemagne est la plus faible, alors il y a maldonne ; c'est alors, mais alors seulement, qu'elle invoque la souveraineté et l'égalité des Etats, le respect des traités et les principes généraux du droit qui sont la loi des autres Etats.

Pour le moment, par exemple, les Polonais, constamment traités en Allemagne de race inférieure, de peuple barbare, n'ont pas de droits à faire valoir contre elle. En réalité, la Pologne a été civilisée avant l'Allemagne ; cette dernière peut être aujourd'hui plus savante, elle a poussé à son maximum la barbarie scientifique qu'un grand savant français déclarait la pire de toutes ; mais, pour tout homme ayant le sens de la morale, la

Pologne se montre bien supérieure à l'Allemagne, spécialement à la Prusse, la véritable instigatrice des crimes allemands.

Les deux notions essentielles que nous rappelions tout à l'heure, celle du respect des engagements pris et de la réciprocité de traitement sont toutes deux des applications directes de l'idée d'honnêteté morale, de bonne foi. Les Allemands ont bien, eux aussi, une honnêteté, une bonne foi et même un honneur dont ils se réclament constamment, mais, à l'exemple de leur philosophe Nietzsche, ils admettent le système des deux morales, celle des maîtres et celle des esclaves. Pour eux, l'honnêteté, la bonne foi se ramènent à une notion étroite de la foi jurée féodale : fidélité est due au chef, suzerain féodal ou Führer actuel ; à l'égard des étrangers surtout plus faibles, il n'existe aucun devoir, pas même celui de respecter les principes généraux d'humanité ou les engagements les plus solennels ; c'est, précisément, ce qui, partout ailleurs, serait qualifié de mauvaise foi. C'est là ce qui fait, comme le constataient MM. Daladier et Chamberlain, dans leurs discours à la Radio du 10 octobre et à la Chambre des Communes du 12 octobre, qu'à la lumière de l'expérience passée, il n'est plus possible d'avoir foi en la parole du gouvernement allemand.

Il est un seul remède à ce désordre social qui menace tous les Etats, c'est le retour à la conception traditionnelle de la morale et du droit des gens, affirmée dès l'antiquité par quelques grands esprits et développée au cours des siècles en Europe par le christianisme. Comme l'a dit le Président Roosevelt, dans son discours de Chicago du 5 octobre 1937, il faut en revenir à la pratique du droit international, au respect des traités, à l'interdiction de la violence ; là seulement est la solution du retour à l'ordre et à la paix sociale. Il n'y a pas d'opposition entre la justice et la sécurité : toutes deux doivent nécessairement être réunies ; une justice sans sécurité n'en est pas une, une sécurité sans justice est immorale. Ce fut, à certains moments, un jeu de plaisanter la France pour sa manie de sécurité ; et, cependant, elle ne peut l'assurer à elle seule, ni pour elle ni pour les autres ; l'Autriche, la Tchécoslovaquie, les petits Etats baltes, la Pologne, peuvent dire dès maintenant si la France avait seule à craindre ; et si, aidée par la Grande-Bretagne, qui a enfin compris la psychologie allemande, elle n'était pas intervenue, ç'aurait été, avant longtemps, le tour d'autres Etats dont quelques-uns étaient déjà visés.

En droit international comme en droit interne, il n'y a pas de droit sans sécurité ; les grands mots de dynamisme et de nécessité ne suffisent pas à excuser le gangster, Etat ou individu, qui veut vivre sa vie en sacrifiant celle des autres. Certes, il peut se faire qu'après un certain laps de

temps, des modifications apparaissent comme nécessaires à certaines lois ou certains traités ; mais elles ne peuvent être laissées à l'arbitraire des intéressés, sinon il est clair que ce ne sera plus qu'une question de force.

Pour le moment, la tâche essentielle en vue de la restauration du droit international est la réparation des injustices récemment commises à l'égard des trois Etats souverains supprimés à son profit par l'Allemagne. On avait pu dire, au siècle dernier, que la suppression de la Pologne tolérée par l'Europe mettait cette dernière en état de péché mortel. Cette fois, on ne pourra plus adresser le même reproche de complicité par non-intervention à la France et à la Grande-Bretagne.

Mais cette réparation des injustices récentes serait, à elle seule, insuffisante. La triste expérience de ces dernières années est venue, une fois de plus, prouver de façon définitive qu'aussi bien en droit des gens qu'en droit national il n'y a pas de droit positif sans sanction et pas de sanction sans organisation. Comme l'a dit M. Chamberlain, dans son discours du 12 octobre à la Chambre des Communes : « Ce n'est pas seulement à une victoire que nous aspirons ; nous regardons plus loin et nous nous tournons vers ce jour où il nous sera possible de poser les premières pierres d'un système international meilleur grâce auquel la guerre ne sera pas l'inévitable fardeau de toutes les générations qui se succèdent. »

Dans cette lutte pour des principes qui dépassent l'homme, les deux grands Etats alliés ont fait leur choix. Ils sont contre le triomphe de la ruse et de la violence, contre la suppression des peuples libres, contre la mise en servitude de l'Europe sous un régime, non pas seulement militaire, mais de basse police, à l'exemple de la Russie soviétique et de l'Allemagne actuelle ; ils sont décidés à lutter jusqu'à ce qu'une vie libre soit possible pour les peuples paisibles. Aussi, M. Chamberlain continue en ces termes : « Ce n'est pas dans un dessein de vengeance que nous avons entrepris cette guerre, mais pour la défense de la liberté ; ce n'est pas seulement la liberté des petites nations qui est en jeu ; ce qui est également menacé, c'est l'existence paisible de la Grande-Bretagne, des Dominions, de l'Inde, de tout l'Empire britannique, de la France et, en fait, de tous les pays épris de liberté. »

En Amérique, le Président Roosevelt formulait des constatations analogues dans son important message au Congrès du 4 janvier 1939, où il constatait que « l'ordre social qui rejette la religion, la démocratie et la bonne foi internationale ne peut admettre dans son sein les idéaux de paix ». L'organe du Vatican, l'*Osservatore Romano*, lui aussi, après le discours du Président Daladier à la Radio, manifestait toute sa sympathie

pour les buts de guerre des Alliés, qu'il qualifiait de particulièrement significatifs et qu'il résumait ainsi : « La lutte pour l'indépendance de la famille et du foyer et pour l'établissement d'une civilisation d'hommes libres et dignes, respectueux des droits du voisin et fidèles à la parole donnée. » L'unanimité se fait parmi les esprits impartiaux. Comme l'a dit, en parlant des Anglais et des Français, un autre neutre, Suédois celui-là, M. Victor Vinde, et ce sera la dernière citation que je ferai parmi tant d'autres qui posent aussi bien la question : « On se bat pour nettoyer l'Europe de ses gangsters ; on se bat parce que, malheureusement, il n'y a pas d'autre moyen d'avoir la paix chez soi... On se bat pour le droit à l'existence. Ce n'est pas de l'idéologie, c'est l'instinct de conservation. »

Louis LE FUR,

*Professeur de droit international à l'Université de Paris.*

## POLONIA RESTITUETUR

C'était en 1842. Au Collège de France, les Polonais exilés se pressaient pour entendre les cours de Mickiewicz, de Quinet, de Michelet ; et Michelet lui-même a dépeint l'auditoire : « Le mal du monde était là au complet. Exilés, proscrits, condamnés, vieillards brisés par l'âge, ruines vivantes des vieux temps des batailles, tous les habits du peuple, princesses hier, ouvrières aujourd'hui, tout perdu, rang, fortune, le sang, la vie, leurs maris, leurs enfants enterrés aux champs de bataille, aux mines de Sibérie. Leur vue perçait le cœur... »

Que venaient-ils chercher, ces malheureux ? Un espoir. Ils tressaillaient lorsqu'ils entendaient Edgar Quinet leur annoncer le prochain réveil. « Est-il bien vrai, comme on me le répète tous les jours à l'oreille, que je n'ai affaire ici qu'à des peuples éteints ? Non, non... S'ils sont morts, ils ressusciteront. » Mickiewicz parlait, prophète et messie : et ils croyaient entendre la voix même de leur patrie retrouvée.

Voici que, de nouveau, les ennemis de la Pologne se vantent de l'avoir anéantie. Voici que de nouveau ses amis savent qu'après sa mort apparente, elle sortira du tombeau après le troisième jour. Qu'il soit permis à un professeur au Collège de France de dire ici les raisons de sa foi.

\* \* \*

Si vous considérez l'histoire du Risorgimento, vous remarquez qu'une des idées maîtresses qui l'ont inspiré, dirigé, et mené à son terme, est celle-ci : un pays qui, au cours de son existence passée, a donné au monde les preuves d'une culture supérieure, a le droit de vivre en tant que nation ; l'Italie qui, deux fois, au temps d'Auguste et au temps de la Renaissance, a répandu au dehors les bienfaits de sa civilisation, peut et doit revendiquer une existence politique qui soit digne de son rôle antérieur et qui lui permette de le jouer encore dans l'avenir. Raisonement si fort et si juste, que personne n'en peut nier la validité : les faits mêmes l'ont mis à l'épreuve et l'ont vu triompher.

Or, à toutes les époques de l'histoire intellectuelle de l'Europe, la Polo-

gne s'est affirmée, elle aussi, comme une puissance civilisatrice. Dès le Moyen-Age et dès ses premiers rois, s'est formée une civilisation qui portait sa marque propre ; au XIV<sup>e</sup> siècle, elle a trouvé son plein épanouissement. Et tous ceux qui, de nos jours, ont visité l'Université de Cracovie, ont été frappés de son air seigneurial, parce qu'elle est, en effet, de noble et antique lignée : après celle de Prague, elle est la première qui ait été fondée dans l'Europe Centrale ; et c'était en 1364, sous le règne de Casimir le Grand. Pendant la Renaissance, la Pologne a eu son siècle d'or : non seulement parce qu'elle peut se vanter d'avoir possédé un de ces poètes qui sont la parure éternelle d'une nation, Jean Kochanowski, qui connut, à Paris, notre Ronsard ; mais parce qu'elle a continué vers l'Est ses conquêtes spirituelles. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, éprise de nos classiques et de nos philosophes, de nos architectes, de nos peintres et de nos sculpteurs, chacun sait qu'elle a été l'une des premières à répandre ce goût d'une vie nouvelle, faite de grâce et de raison, légère d'apparence et chargée cependant du souci de reprendre, comme s'ils n'avaient jamais été posés, les problèmes de la politique, de la morale, de l'éducation, de la philosophie, tous les problèmes de la vie. Mais ce qu'on sait moins bien, et ce qu'il faut savoir, c'est qu'elle a essayé de concilier la nouveauté et la tradition ; qu'elle a conçu l'idée d'un catholicisme éclairé qui, sans rien abandonner des principes de la foi, a favorisé les réformes que demandait le temps. Ce fut alors qu'elle disparut de la carte de l'Europe ; mais quelle force son âme ne montra-t-elle pas dans l'exil ! Comme elle sut trouver l'occasion de se retremper aux sources de cette civilisation occidentale qui fait de la liberté des peuples l'un de ses principes sacrés ! Comme elle fut ingénieuse à profiter des possibilités que lui offrait le régime autrichien et, tandis que la Russie fermait la vieille Université de Vilno, à rendre aux Universités de Cracovie et de Lwow leur caractère national ! Comme elle fut courageuse sous les multiples formes de sa résistance à l'envahisseur ; comme elle fut vaillante et obstinée !

En vingt ans d'indépendance, de 1919, à 1939, qu'a-t-elle fait ? La question pourrait être redoutable. Mais la réponse est triomphante. Reprise ou fondation de sept Universités et d'une vingtaine d'écoles d'enseignement supérieur ; dans la seule Université de Varsovie, le nombre des étudiants passe de mille à dix mille. Nouveaux foyers de vie intellectuelle polonaise créés à Katowice, à Torun, à Gdynia. Efforts pour rehausser le niveau intellectuel vers les confins orientaux ; pour diminuer le nombre des illettrés, si répandus sous le régime russe. Fondation de la Bibliothèque Nationale et du Musée National à Varsovie. Création du « Fonds de la civilisa-

tion nationale » pour encourager les jeunes talents. Collaboration intellectuelle avec l'étranger : Istituto di cultura italiana, Institut hongrois, Institut scandinave ; et cet Institut français, dont il nous sera permis de dire qu'il n'était pas le moins solide, ni le moins brillant, ni le moins aimé. Envoi dans les grandes capitales européennes, et particulièrement à Paris, d'étudiants qui conquéraient si vite l'estime et l'affection de leurs maîtres. Voilà ce que la Pologne avait su faire, dans un court espace d'années, parce qu'elle s'appuyait sur une tradition millénaire de culture et d'action bienfaisante. *Polonia restituetur.*

\*  
\*\*

Je suis entré, l'autre jour, dans l'église qui se trouve place Maurice-Barrès, au coin de la rue Saint-Honoré et de la rue Duphot ; c'est l'Eglise des Polonais.

Pas de coins d'ombre dans cette église ; il semble que son dôme majestueux la domine tout entière ; elle n'est pas faite pour les deuils et pour les tristesses, mais pour les fêtes et pour les gloires. C'est pourtant là que ceux qui ont perdu leurs pères et leurs frères et leurs enfants, leur terre et leurs biens et leur maison, s'assemblent pour invoquer Dieu. L'église était presque vide quand j'y ai pénétré ; le prêtre célébrait un mariage, le mariage d'un officier ; agenouillés sur un prie-Dieu, l'époux et l'épouse semblaient abîmés dans la prière. Quelles tristesses, quelles craintes, quelles douleurs voisinaient-elles dans leur âme ? Peu à peu, la foule arrivait pour l'Office du soir. Les cierges s'allumaient, l'harmonium, que touchait un musicien aveugle, faisait entendre ses notes plaintives ; puis les chants s'élevaient vers la voûte qu'ils semblaient remplir. Chants de tristesse, semblables à ceux que chantaient les enfants d'Israël lorsqu'ils étaient exilés de la Terre promise, semblables à ceux que tous les chrétiens font entendre dans les temps de misère et de tribulation. Les rudes figures se mouillaient de larmes ; une femme, cachant son visage dans ses mains, sanglotait. Mais d'autres cantiques succédaient à ceux-là, et c'étaient, maintenant, ceux qui magnifient le Seigneur dans toutes ses volontés, qui proclament que ses desseins sont impénétrables, et qui disent que les forces du mal ne prévaudront pas contre son éternelle justice. Enfin, c'était la bénédiction ; les rayons divins régnaient sur les têtes inclinées et pénétraient jusqu'au fond des cœurs, pour leur rendre la confiance et la sérénité. Ainsi, les Polonais venaient à la fois affirmer leur présence et chercher leur salut dans la grande communauté chrétienne.

Au dehors, un ciel noir avait succédé au ciel nuageux ; la pluie tombait ; de rares passants se hâtaient vers leurs demeures. Et je songeais ; je me rappelais ces chants, si graves et si beaux, que j'avais entendus naguère, dans une église de Varsovie : l'assistance était debout et immobile ; il n'y avait pas de ces mouvements, de ces remuements que l'on voit dans nos églises latines ; chacun était plongé dans son rêve divin. Puis ma pensée remontait dans ce passé, comme il arrive à ceux qui, par métier, recherchent dans le lointain les composantes du présent ; j'évoquais le rôle de la Pologne, bastion de la chrétienté ; je me rappelais ce Sobieski dont le nom seul frappait nos imaginations d'enfant et dont on nous racontait comment il avait, devant les murs de Vienne, arrêté les flots de l'invasion des Turcs. Je remontais plus loin encore par la pensée, vers ces années 960, où la Pologne se convertit au catholicisme, tandis que ses voisins de l'Est n'étaient encore qu'un amas de hordes barbares.

Et je réfléchissais aux éternels recommencements, à ce rôle que chaque nation joue obstinément sur la scène du monde ; à cette place qui lui est assignée et qu'elle doit garder toujours, si l'on ne veut pas que l'harmonie totale soit définitivement abolie pour faire place au désordre et au chaos. Il faut que chrétienté demeure, disait Pégny. Il faut que se rétablisse la digue qui arrête ce double paganisme, celui de l'Allemagne et celui de la Russie, celui qui veut substituer les dieux protecteurs de la Germanie au Rédempteur du monde, et celui qui nie Dieu. Les circonstances présentes, et ce honteux partage recommencé, font ressortir davantage la nécessité morale d'une présence polonaise, d'une présence chrétienne aux confins de l'Est. Il y a des lois historiques qu'on ne viole pas et qui, si on paraît les oublier un moment, s'imposent bientôt avec une force accrue. *Polonia restituetur.*

\*  
\*\*

Encore faut-il une volonté qui, sur les ruines même, recommence à construire.

Or qui ne la voit à l'œuvre ? Qui, même parmi les plus simples d'entre nous, n'admire la rapidité et l'énergie de cette reprise ? Quelques semaines se sont à peine écoulées depuis la chute de Varsovie l'héroïque et déjà s'élèvent les fondations de la cité nouvelle. Un gouvernement est constitué, et tandis que je finis ces lignes, aujourd'hui 22 octobre, ce gouvernement invoque, non pas Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, mais Notre-Dame-des-Victoires. L'armée polonaise se reforme avec une rapidité que l'on attri-



buerait au miracle si on ne connaissait la vaillance de ses soldats ; et quelque jour prochain, les Allemands, qui croyaient l'avoir anéantie, en retrouveront des éléments sur notre front. J'ai eu l'occasion de voir de jeunes étudiants qui, ayant échappé au désastre, sont arrivés en France ; nous les croyions accablés, ou du moins épuisés de lassitude et brisés d'émotion. En fait, ils n'ont pas de souci plus pressant que celui de combattre de nouveau. Cependant, les professeurs polonais, auxquels nous sommes attachés par tant de liens si chers, travaillent à reprendre leur grande tradition intellectuelle, sachant que l'esprit aussi est une arme. Tout un peuple affairé est au travail, pour fonder une ruche nouvelle. Et cette revue même, centre de rassemblement, foyer et ardeur, n'a-t-elle pas la valeur d'un symbole ? *Polonia restituetur.*

PAUL HAZARD.

## LES AFFINITÉS ET LES CONTRAIRES DE LA POLOGNE

On peut, on doit parler de la Pologne comme d'une nation vivante. Ses droits à l'indépendance sont justifiés par un millénaire de grandeur et des services rendus à la cause de l'Europe et de la chrétienté. L'histoire prouve que l'envahissement momentané de son territoire n'a jamais pu étouffer sa flamme nationale.

Cette flamme, c'est la France qui l'abrite aujourd'hui, en raison d'affinités profondes. Les Polonais ont une façon de manier la langue française qui montre combien notre culture s'est harmonisée avec la leur. Et quand on connaît aussi bien le moule des idées d'un peuple, il va de soi que l'on ne saurait demeurer étranger aux idées elles-mêmes. Toutefois, les Polonais ont un caractère marqué. Ils restent bien eux-mêmes.

Moins portés que nous à limiter, à prévoir, à expliquer, ils ne sont pas formés, comme nous, en ces paysages définis, pareils à des enclos et comme détachés des horizons lointains. Ils ont appris à penser au milieu des plaines immenses, au souffle des grands vents qui viennent de très loin. Et, Slaves cependant, bien que Slaves différents des autres, s'ils connaissent les catégories latines, elles ne sont pas pour eux les formes exclusives de leurs pensées.

Nous cherchons avant tout la clarté. Ils cherchent avant tout la nuance. Beaucoup de problèmes que nous aimons à résoudre par la géométrie, ils aiment mieux les résoudre par l'art. Ils se plaisent à nourrir leurs pensées des musiques mystérieuses qui montent de leur sensibilité ; mais ils ont à leur disposition une ironie légère pour ramener ces mouvements sous la juste loi d'une critique aiguë.

Les aspects par lesquels nous différons d'eux ont quelque chose de complémentaire et voilà pourquoi nous conversons si volontiers ensemble.

Et par combien de côtés nous ressemblons-nous ! Fierté courtoise et discrète, liberté jalouse, difficulté à être gouvernés, changements d'humeur, vivacité d'esprit, passion contenue et dirigée de la conversation, promptitude au sacrifice, lenteur à croire au danger, amitié qu'un rien chagrine et qu'un rien réjouit.

A notre héritage latin, nous avons fait participer la Pologne, qui l'a courtoisement joint au sien propre, pour le plus grand bien de l'Occident.

Quel contraste avec la Russie !

La Russie a beau avoir subi un bouleversement total et avoir fait de l'internationalisme sa loi, ce besoin d'expansion, d'attraction qui s'appelle le panslavisme, ce mouvement tentaculaire de l'Asie vers l'Europe, ne le retrouve-t-on pas dans la III<sup>e</sup> Internationale ? La Russie a eu de grands hommes d'Etat qui ont voulu en faire une puissance européenne. Le double et vieil atavisme asiatique et byzantin n'a pas abandonné sa part. Ils n'ont que provisoirement et partiellement réussi. Et les dirigeants actuels de l'U. R. S. S., loin de prendre le mot d'ordre de l'Europe, ne prétendent-ils pas hautement à le lui donner ?

Or, si la Pologne est slave, elle a pris, dès le X<sup>e</sup> siècle, en se donnant au catholicisme, une position bien à elle. Les Polonais diffèrent essentiellement des Russes, en ce qu'ils sont des Slaves du rite romain et d'une si ancienne adoption qu'elle a toutes les caractéristiques de l'hérédité.

Les grands-ducs de Moscou, puis les tzars, Ivan le Terrible en particulier, qui avait posé sa candidature au trône de Pologne, ont en vain essayé d'assimiler les Polonais. Ni les négociations, ni la guerre, ni les ravages, ni l'asservissement politique n'ont réussi à entamer ce qui est, sans doute, beaucoup plus fort que ce qu'on appelle la race — la plupart des races sont des mélanges — et c'est ce qu'on appelle le caractère d'un peuple !

Or, la Pologne n'a cessé de tenir son rôle de marche d'Occident, barant aux forces contraires le chemin de la société latine.

Les siècles l'ont assise, pas toujours très commodément, entre deux vastes et frémissants pays enclins à la dilatation. D'un côté, l'Allemagne, de l'autre la Russie.

A l'Allemagne envahissante, et plus particulièrement à la Prusse, elle a enseigné, par d'éclatantes victoires, que l'embouchure de la Vistule était polonaise avant que la Prusse existât !

Quant aux Russes, aussi loin que les Polonais remontent dans leurs souvenirs, ils n'ont pas, non plus, sujet de les aimer. Aux temps lointains, les Moscovites leur apparaissaient comme un peuple barbare, d'un degré de civilisation inférieur au leur. Puis, lorsque la puissance moscovite s'éleva, elle combattit la Pologne, moins pour en tirer profit que pour se complaire à la détruire !

La langue, la religion, les biens, tout était pourchassé.

Même Nicolas II, ce prince généreux et loyal, qu'un Français ne saurait nommer sans saluer d'un souvenir ému son indéfectible amitié pour la

France, se vit arrêté dans ses velléités libérales à l'égard de la Pologne par un entourage qu'il ne savait pas dominer.

Vint le bolchevisme qui, en un seul point, se montra d'accord avec le gouvernement des tzars, et ce fut pour écraser la Pologne.

Si la Pologne avait pu se rapprocher de la Russie par affinité de race, les difficultés d'ordre religieux ne le lui eussent pas permis. Déjà sa formation catholique la séparait de la formation byzantine des Russes. Désormais, ce sera bien autre chose : en face du peuple religieux qu'est le Polonais, ce sera, de la part de l'U. R. S. S., la négation complète de toute religion.

Or, il n'est guère de pays où l'on rencontre un sentiment religieux plus profond qu'en Pologne. Il faut avoir vu, dans les églises, ces foules pressées et immobiles, à genoux sur les dalles, leur recueillement absolu, sans vaines démonstrations, leur indifférence à tout ce qui n'est pas leur méditation. Il faut avoir entendu ces voix où la conviction palpite comme une force invincible !

C'est ce que, par delà les satisfactions immédiates de leurs appétits, les deux empires complices, antichrétiens, ne pardonnent pas à la Pologne.

Mais « les forces de l'Enfer ne prévaudront pas contre elle ».

LÉVIS MIREPOIX.

# LA QUINZAINE POLONAISE

## NOTRE POINT DE DÉPART

A partir du prochain numéro de notre revue, un éminent écrivain français commentera, tous les quinze jours, les principaux événements de l'histoire contemporaine de la Pologne. Notre Fête Nationale du 11 novembre, anniversaire de notre indépendance reconquise et de l'armistice qui mit fin à la guerre de 1914-1918, constituerait, à elle seule, un excellent point de départ pour cette chronique où la vie politique de notre pays sera étudiée dans ses rapports étroits avec celle de nos alliés. Mais avant de placer ainsi notre destinée actuelle dans le cadre de l'Europe contemporaine, il importe de la situer dans l'ensemble de notre évolution historique, prenant comme point de départ notre tradition millénaire. Ce n'est qu'à la lumière de cette tradition que les vicissitudes présentes nous apparaissent en de justes proportions et dans leur portée réelle. Et notre longue histoire, redevenant le « réconfort des cœurs » — suivant la parole célèbre de Henri Sienkiewicz — apaisera peut-être, dans la mesure du possible, les souffrances et les inquiétudes de l'heure présente et ouvrira les perspectives d'un meilleur avenir.

Frappé par une analogie apparente, on parle aujourd'hui d'un nouveau partage de la Pologne. Or, l'histoire ne se répète pas, et la catastrophe de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui fit disparaître l'Etat polonais pour plus de cent ans, restera un événement unique. Certes, les Allemands

et les Russes de 1939 peuvent essayer de reproduire le geste criminel de leurs ancêtres, mais ils oublient que la nation polonaise, mûrie par les souffrances du XIX<sup>e</sup> siècle, n'est plus ce qu'elle était à l'époque des partages. La renaissance nationale, qui avait commencé dès le lendemain du premier de ces partages, et que le deuxième et le troisième croyaient interrompre, s'est poursuivie quand même dans la Pologne démembrée et s'est accomplie au cours des vingt premières années de la Pologne ressuscitée. Au delà de l'époque de son anéantissement politique qui ne semble qu'un épisode, douloureux mais passager, et au delà de l'époque de décadence, passagère elle aussi, qui avait précédé les partages, la Pologne a retrouvé, dans sa conscience nationale, le souvenir toujours vivant des longues époques de sa grandeur. Il s'en dégage un sentiment de continuité historique qui égale celui des plus grandes nations européennes : dans le domaine de la civilisation, cette continuité remonte, en effet, jusqu'au moment de notre conversion au christianisme, dans sa forme occidentale et latine, en 966, et elle remonte encore plus loin dans le domaine politique, puisque l'Etat polonais, tel qu'il nous apparaît vers la même date, était déjà un Etat solidement établi.

Depuis la fin du moyen âge, le rôle actif et créateur de la civilisation polonaise l'a rendue indispensable au développe-

ment harmonieux et complet de l'Europe chrétienne, si diverse dans son unité. Si, d'autre part, notre civilisation nationale, après son siècle d'or, le XVI<sup>e</sup>, a connu des éclipses, ce phénomène s'explique, comme ailleurs, par des épreuves de caractère politique, épreuves plus fréquentes et plus cruelles que celles qu'ont traversées les autres nations européennes. Et c'est là la seule différence essentielle entre les destinées de la Pologne et celles des pays plus fortunés.

Cette différence s'explique à son tour par notre situation géographique et par la politique de nos principaux voisins. Ce n'est pas seulement en septembre 1939 que la Pologne a souffert de ses longues frontières ouvertes, si difficiles à défendre, et ce n'est pas seulement le 1<sup>er</sup> et le 17 de ce mois tragique qu'elle a connu l'angoisse d'invasions soudaines, venant de l'Ouest et de l'Est. La première date de notre histoire qui figure dans un texte contemporain, l'année 963 est celle d'une agression allemande aux confins de la Poméranie ; en 981, la Russie, profitant des préoccupations occidentales de la Pologne, lui arrache pour la première fois Przemyśl et d'autres places fortes, de ce qu'on appellera plus tard la Galicie orientale ; en 1017, l'Allemagne et la Russie s'entendent déjà contre la Pologne. Quelles frappantes permanences de l'histoire ! Mais il y a des nuances importantes. Il faut bien reconnaître que l'Allemagne et la Russie du X<sup>e</sup> siècle étaient tout autre chose que celles du XX<sup>e</sup>. Le Saint Empire romain germanique, le premier « Reich », représentait quand même une grande idée, et malgré ses prétentions à la domination universelle qui devaient d'ailleurs se tourner surtout contre l'Italie, cet Empire reconnu, dès l'an 1000, sous Othon III, l'indépendance de la Pologne. Et l'ancienne Russie de Kiev, celle que nous appelons la Ruthénie et dont l'héritière légi-

time n'est pas Moscou, mais l'Ukraine, n'était séparée de la Pologne par aucune inimitié irréductible.

Un premier changement essentiel, cause lointaine des suivants, s'opéra au XIII<sup>e</sup> siècle. La menace allemande, dirigée contre la Pologne, s'incarna alors dans l'Ordre Teutonique qui créa cette colonie allemande en Prusse — terre des anciens Prussiens de race lithuanienne, bientôt disparus — d'où devait sortir, finalement, la Prusse des Hohenzollern. C'est alors, vers 1230, et non pas en 1919, à Versailles, que prit naissance le fameux « corridor » et l'enclave allemande en Prusse orientale. Vers la même époque, l'invasion mongole, anéantissant définitivement Kiev, inaugura la longue domination et la plus longue influence tartare sur la nouvelle Russie, coloniale elle aussi, du bassin de la Volga. Isolée et opposée à l'Occident, la Russie de Moscou, le futur empire des tzars, était donc destinée, à partir de cette époque lointaine, à devenir à son tour un adversaire décidé de celle qui représentait l'Occident dans cette partie de l'Europe : de la Pologne.

Dès la moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, la Prusse du « grand électeur », notre vassal félon, et la Russie moscovite des tzars profitèrent d'autres invasions pour plonger la Pologne dans une catastrophe, connue sous le nom de « déluge ». Et c'est à cette épreuve plutôt qu'à celle des partages, à ces moments de dévastation barbare, marqués par les premiers sacs de Varsovie et de Wilno, qu'il conviendrait de comparer la crise actuelle. On s'apercevra tout de suite de ce que cette comparaison a de réconfortant, puisqu'elle fait bien ressortir le caractère tout à fait passager d'un désastre qui, comme le précédent, doit se terminer par une libération prochaine du territoire national.

Malgré l'affaiblissement inévitable de la Pologne, après les guerres du XVII<sup>e</sup>

siècle, la Prusse et la Russie avaient dû attendre cent ans, devenir peu à peu de grandes puissances militaristes et surtout s'entendre étroitement entre elles, avant de pouvoir procéder au partage du pays qui les séparait. A partir de ce moment, l'hégémonie germano-russe, interrompue seulement par l'épopée impériale de Napoléon I<sup>er</sup>, pesait sur tout le continent européen. Et à peine brisée par la dernière guerre, cette hégémonie commença à se reconstituer. Car des deux côtés de la Pologne ressuscitée, le double danger qui encerclait ce pays depuis l'aube de l'histoire se manifesta à nouveau, et plus menaçant que jamais : en Russie d'abord, en Allemagne ensuite, une idéologie arriva au pouvoir qui, sous deux formes très différentes d'apparence, mais destinées à se confondre, incarne toutes les puissances du mal, et plus particulièrement l'esprit anti-chrétien. Basée essentiellement sur le culte de la force, elle visait dès le début — on s'en rend bien compte aujourd'hui — la destruction de la Pologne, terre de foi et de liberté, dressée entre les deux colosses, en plein épanouissement de sa vie nouvelle.

Mais, cette fois-ci, la Pologne n'est plus seule, comme au temps de son déluge, puisque sa lutte pour la liberté est devenue, plus que jamais, une lutte pour la liberté des autres et pour des principes sacrés. Et c'est pourquoi, précisément, la France et la Grande-Bretagne s'y sont associées tout de suite, et tant d'autres pays, épris du même idéal, suivent cette lutte avec toute leur sympathie.

Certes, cette lutte, comme celle d'il y a bientôt trois siècles, a commencé par des défaites. Mais, cette fois, ces défaites s'expliquent, non pas par des dissensions intérieures, comme jadis — notre nation s'étant montrée plus unie que jamais — mais par trois circonstances qu'on ne saurait rappeler assez souvent. L'une, c'est la su-

périorité numérique de l'adversaire, considérable dans tous les domaines, écrasante en ce qui concerne l'aviation et la motorisation, supériorité que dans la guerre moderne, mécanisée, aucun héroïsme ne saurait compenser. L'autre raison, c'est l'agression par surprise, sans déclaration de guerre — comme ces invasions tartares dont la Pologne a subi jadis plus de deux cents — ; au milieu de négociations conduites par l'intermédiaire d'une tierce puissance ; sous prétexte d'une mobilisation polonaise qui, en réalité, ne devait s'effectuer que sous le feu de l'ennemi. Reste enfin, le fameux « coup de poignard dans le dos », car cette expression dont on abuse si souvent, s'applique exactement à la manœuvre qui fit marcher contre nous l'armée soviétique, elle aussi bien supérieure en nombre et agissant par surprise, lorsque l'avance allemande se trouva arrêtée et incapable de briser seule notre résistance.

Dans ces conditions, la campagne de 1939 ne constitue pour l'Allemagne aucun titre de gloire. Mais ce qui n'est pas moins certain, c'est que cette campagne l'a couverte de honte par la manière inhumaine dont elle a été conduite. La promesse de ne pas faire la guerre aux femmes et enfants a été violée le jour même où elle avait été donnée. Le bombardement de Varsovie, systématiquement dirigé contre les hôpitaux et les églises, a été une cruauté complètement inutile, puisque cette soi-disant « forteresse » n'avait, pour défense, que quelques pauvres barricades improvisées et n'aurait pu, en aucun cas, prolonger cette défense, faute de munitions et d'eau. Mais la destruction de notre capitale n'était, en vérité, qu'un des moyens d'exterminer la population polonaise, tout comme ces « nettoyages » derrière le front, dont parlait avec complaisance un des communiqués allemands, et comme ces projets de transplanter des

milliers d'êtres humains tout comme du bétail.

Les bombardements odieux ne sont, d'autre part, qu'un aspect de la passion de détruire le peu de monuments historiques que nous a laissés notre passé tourmenté, et de faire disparaître ainsi les témoignages d'une civilisation dont les Allemands voudraient nier l'existence. Mais ce qui est plus grave, c'est que, pendant toute la durée de la guerre, le développement de la civilisation polonaise se trouvera arrêté par suite de l'occupation de tout notre territoire où la vie de l'esprit

sera étouffée plus cruellement encore que la vie matérielle. Il en peut résulter des pertes plus irréparables que les autres, et c'est pourquoi nous terminons ces réflexions, non pas par un accent de désespoir — l'histoire confirme notre foi dans la victoire finale, — ni par un appel à la vengeance — nous ne sommes pas Allemands, et surtout nous sommes chrétiens — mais par un appel à promouvoir, même durant la guerre, la vie intellectuelle polonaise à l'étranger, et plus particulièrement sur le sol hospitalier de la France.

## WILNO

Après avoir essayé de fixer brièvement le point de départ de nos chroniques, il faudrait quand même précéder celle qui s'occupera surtout de la première quinzaine de novembre, par quelques mots sur ce qui s'est passé en octobre, après la tragédie du mois précédent que nous venons de caractériser. Mais il serait une pure perte de temps d'entreprendre, par exemple, une polémique avec certains discours relatifs à la Pologne, où nous ne trouvons qu'une falsification de l'histoire ancienne et récente, accompagnée de basses injures. Il ne vaut pas la peine, également, de commenter plus que ne l'a fait la presse quotidienne, ces tristes expériences de vivisection auxquelles se livrent l'Allemagne et la Russie sur le corps de la Pologne, ces délimitations, dites « définitives », auxquelles l'historien futur n'accordera pas plus d'importance qu'au projet absurde de créer un Etat juif dans la région de Lublin. Les brèves protestations du Gouvernement polonais suffisent amplement pour résumer l'opinion unanime de toute notre nation vis-à-vis de ces tentatives éphémères.

Nous consacrerons donc le peu de place qui nous reste à l'examen d'un seul fait politique qui, lui, a une importance incontestable et soulève chez nous des sentiments contradictoires : au moment même où nous rédigeons ces lignes, les Lithuaniens occupent Wilno...

Avouons-le franchement que c'était pour chacun de nous un soulagement que cette ville, particulièrement chère à tout cœur polonais — comme à celui de Pilsudski qui y voulut reposer — après avoir échappé aux Allemands, ne resterait pas non plus aux mains des Russes, mais serait remise à la Lithuanie. Une petite partie de la Pologne restera donc en dehors de cet enfer qu'on a fait, en un mois, d'un grand pays pacifique, heureux et prospère, en dehors de ces deux immenses camps de concentration, surveillés, l'un par la Gestapo et l'autre par la Guépéou. Certes, les Polonais de Wilno et de sa région se trouvent, eux aussi, sous la domination d'un Etat étranger, mais d'un Etat basé sur les mêmes principes de civilisation, de droit et de morale, qui sont les nôtres, d'un Etat qui, observant



une neutralité loyale, n'a pas profité de notre lutte désespérée pour s'emparer de Wilno par la force. Et tandis que tous nos autres sanctuaires restent à la merci du paganisme contemporain, la Vierge d'Ostra Brama sera entourée, sous le régime lithuanien, de la même vénération, respectueuse et affectueuse à la fois, que lui prodiguait la Pologne.

Cependant, nous nous rendons bien compte que, dans ces conditions, Wilno sera bien plus difficile à regagner que les territoires occupés par des ennemis que nous espérons vaincre. Nul Polonais ne pourrait considérer comme ennemis ces Lithuaniens auxquels un *mysterium caritatis* nous a unis pendant tant de siècles et auxquels nous ne ferions jamais une guerre fratricide. Et sachant, d'autre part, que jamais nous ne saurions renoncer à cette cité de Wilno, qui est, depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, un des principaux foyers de la civilisation polonaise, craignant que la

Lithuanie, sans se livrer à des persécutions brutales, s'efforcera quand même à en effacer le caractère polonais, nous craignons en même temps que les bons rapports entre nos deux nations sœurs, qui se développaient d'une manière si satisfaisante depuis la reprise des relations diplomatiques, ne souffrent douloureusement de cette tournure des événements. C'est peut-être, précisément, pour diviser, une fois de plus, Polonais et Lithuaniens, que nos ennemis ont renoncé si facilement à une partie de leur conquête. Raison de plus pour ne pas entrer dans leur jeu et pour préparer, dès à présent, une solution équitable du problème polono-lithuanien. Mais, disons-le d'avance, une telle solution ne sera possible que lorsque la Lithuanie aura retrouvé sa pleine indépendance, aujourd'hui, hélas, si gravement compromise par la pénétration politique et militaire des Soviets.

## DOCUMENTATION POLONAISE

### « SUMMI PONTIFICATUS »

Parmi les textes les plus récents qui concernent la Pologne, il y en a un dont l'autorité et l'importance sont sans égales. Nous nous empressons donc de publier, tout au début de notre travail de documentation, le passage suivant de la première encyclique de Sa Sainteté Pie XII, datée du 27 octobre 1939 :

« Le sang d'innombrables êtres humains, même non combattants, élève un poignant cri de douleur spécialement sur

une nation bien-aimée, la Pologne, qui, par sa fidélité à l'Eglise, par ses mérites dans la défense de la civilisation chrétienne, inscrits en caractères indélébiles dans les fastes de l'Histoire, a droit à la sympathie humaine et fraternelle du monde, et attend, confiante, en la puissante intercession de Marie, *auxilium Christianorum*, l'heure d'une résurrection en accord avec les principes de la justice et de la vraie paix. »

### APRÈS VINGT ANS DE LIBERTÉ

Avant de signaler ici les livres sur la Pologne qui seront publiés pendant la guerre, nous voudrions attirer l'attention sur un volume qui a paru presque à la veille de l'agression allemande. Dans la collection des « Penguin specials », le professeur W. J. Rose, Canadien d'origine, qui a passé en Pologne de nombreuses années d'études et de travail social et qui dirige actuellement la « School of Slavonic and East European Studies » de l'Université de Londres, a publié un excellent volume qui résume tout ce qu'il est indispensable de savoir sur la Pologne (*Poland* by W. J. Rose, Penguin Books limited, Harmondsworth, Middlesex, England, 1939, 245 pp.).

Sans entrer dans les détails, nous voudrions souligner tout simplement qu'on lit aujourd'hui ce livre, si récent, avec un sentiment de profonde tristesse. Le professeur Rose ne fait aucunement un

panégyrique de la Pologne et formule nombre d'observations critiques, surtout dans l'introduction historique. Mais cet observateur avisé et impartial dresse un tableau d'autant plus convaincant de tout ce qui a été accompli par la Pologne ressuscitée, pendant vingt ans de liberté. Et plus d'une fois, au cours d'un exposé sobre et objectif, il se voit amené à constater que les résultats atteints « semblent presque miraculeux ». Plus d'une fois, également, rendant hommage aux progrès réalisés, il fait observer qu'il suffirait d'assurer à la Pologne la paix et la sécurité, pour que ce développement progressif continue. Or, cet espoir ne s'est pas réalisé, au contraire : relisant les passages où l'auteur décrit la situation déplorable de la Pologne dévastée par la guerre de 1914-1920, le lecteur doit se dire que la situation actuelle, après la tragédie du mois de septembre 1939, est

encore beaucoup plus atroce, que tout est à recommencer après vingt ans à peine, et que l'œuvre de ces vingt ans vient d'être détruite systématiquement.

Heureusement, le livre du professeur Rose, dont se dégage en ce moment une mélancolie infinie, restera en même temps

un précieux témoignage de ce que la nation polonaise est capable d'accomplir, pourvu qu'on la laisse en paix. Et, sans doute, cette paix rétablie, trouvera-t-elle, une fois de plus, le courage de rebâtir sur les ruines.

## DANTZIG A LA VEILLE DE LA GUERRE

Dans son numéro du 1<sup>er</sup> octobre, la *Revue des Deux Mondes* publie deux articles concernant la Pologne. M. Henry Bidou donne un excellent aperçu historique de la « lutte millénaire des Polonais et des Allemands ». L'autre article, celui de M. Henri Danjou, sur les derniers jours d'août 1939 à Dantzig, constituera un document de premier ordre pour les historiens futurs.

L'auteur, qui resta à Dantzig du 17 août dernier jusque vers la fin de ce mois, après quatre séjours antérieurs depuis les événements de mars, décrit d'abord « le nouveau visage » de cette ville, complètement militarisée, et constate que si les Polonais avaient occupé Dantzig dès le mois de mars, lorsque Forster y préparait un premier putsch, ils se seraient trouvés dans une situation stratégique très favorable. Leur désir d'éviter jusqu'aux apparences d'une agression venant de leur côté, apparaît donc comme une des causes essentielles de la catastrophe du mois de septembre. « Tant d'abandons », conclut M. Danjou, « donnaient envie de pleurer ».

Il note, d'autre part, la cause essentielle de l'arrestation d'un reporter anglais, nommé Scott. Celui-ci « avait commis le crime de s'être procuré les noms des cinquante Dantziçois que la Gestapo venait d'envoyer dans un camp de concentration pour tiédeur envers le régime et il pouvait apporter la preuve de l'exécution de

soixante-six d'entre eux dans une ville allemande ».

Mais ce qui est le plus caractéristique, c'est l'état d'esprit des Allemands que M. Danjou rencontra à Dantzig immédiatement avant l'invasion de la Pologne. « Maintenant, nous allons couper le cou aux Polonais », lui cria un chef de la Gestapo, après avoir appris la conclusion du pacte germano-soviétique. Et le ministre Franck — le même qui avait été reçu si aimablement en Pologne, lors d'une visite récente — donna une réponse très nette à la question, qu'est-ce que les Allemands pensaient faire de la Pologne : « Pourquoi pas un Protectorat ? Depuis quelques mois, la formule du protectorat est chère à tous les Allemands. »

« Il riait », ajoute M. Danjou, « comme doivent rire aujourd'hui les soudards qui massacrent les prisonniers, les blessés, les enfants et les femmes, sur les routes semées de cratères de la campagne polonaise. Je ne réussirai jamais à oublier ce rire énorme, insultant, sanguinaire, qui, huit jours avant la guerre, appelait la guerre. »

Ajoutons qu'il faudra s'en souvenir, hélas, lisant dans la livraison suivante de la même revue, celle du 15 octobre, le bel article de M. Maurice Lewandowski sur « le martyr la cité sainte », de cette Czestochowa, qu'on nomme si justement le Lourdes polonais.

## RETOUR A LA LIGNE CURZON ?

Tout en flétrissant le « cinquième partage de la Pologne », que constitue l'accord germano-russe conclu à Moscou, l'opinion publique des pays alliés le com-

mente parfois d'une manière qui implique une regrettable erreur de fait. Ne lit-on pas souvent, dans les articles les plus sérieux, que la nouvelle frontière répon-



- Frontière de la Pologne.
- x·x·x·x La ligne Curzon.
- · · · Ligne du partage actuel entre la Russie et l'Allemagne.

drait « à peu près » à la ligne Curzon, prévue, vers la fin de 1919, comme frontière orientale de la Pologne, et que, contrairement à l'Allemagne, la Russie ne se réserverait, en somme, que des territoires habités par une population blanc-russienne et ukrainienne, sans empiéter sur ceux qui sont purement polonais au point de vue ethnographique ?

Or, il convient de rappeler tout d'abord, que la ligne Curzon, contrairement à celle qu'on vient de tracer à Moscou, n'avait aucune prétention à fixer une frontière définitive. La conférence de la Paix ayant renoncé à établir tout de suite les limites orientales de la Pologne, se borna à indiquer la ligne, toute provisoire, jusqu'à laquelle pourrait s'étendre immédiatement l'administration polonaise. Elle délimitait ainsi un minimum de territoire incontestablement polonais, étant entendu que cette ligne, que la Pologne n'a d'ailleurs jamais reconnue, ne préjugait en rien du sort des territoires situés plus à l'Est.

Mais, ce qui est particulièrement important, c'est que même cette démarcation provisoire, jamais réalisée effectivement, ne correspond que dans un secteur relativement bref à la frontière que prétendent établir à tout jamais Hitler et Staline. Les deux lignes ne sont identiques qu'aussi longtemps qu'elles suivent, l'une et l'autre, le cours du Bug, entre le coude que forme ce fleuve avant de se tourner vers l'Ouest et la localité de Krystynopol. Plus au nord, l'accord de Moscou abandonne aux Soviets, avec les villes de Łomża et de Białystok, un territoire considérable d'environ 18.000 kilomètres carrés, purement polonais, entre la Pissa et la Narew, d'une part, et, d'autre part, la ligne Curzon qui, du coude du Bug, allait directement vers Grodno. Un coup d'œil sur la carte suffit pour se rendre compte de cette différence essentielle,

ainsi que du détail assez significatif, que l'Allemagne en pense profiter, entre autre, pour annexer à la Prusse orientale la région de Suwałki. Au Sud, par contre, elle laisse à l'Union Soviétique tout le territoire, connu sous le nom de Galicie orientale, territoire que la ligne Curzon, telle qu'elle avait été établie le 8 décembre 1919, avait, pour ainsi dire, laissé de côté. Il avait été visé par d'autres projets, discutés à la Conférence de la Paix qui, tout en tenant compte du caractère mixte de sa population, reconnaissait pourtant qu'on ne pouvait refuser à la Pologne ce pays qui lui avait été rattaché depuis six siècles, tandis qu'il n'avait jamais appartenu à la Russie.

Le soumettant maintenant sans réserve à la domination soviétique, de même que la région susmentionnée au nord-ouest de la ligne Curzon, ainsi que toute la partie de la Pologne qui s'étend à l'est de cette ligne, l'accord de Moscou donnerait à la Russie, avec quelques millions d'Ukrainiens et Blanc-Russiens, peu désireux, eux aussi, de tomber sous son joug, une population polonaise d'au moins six millions !

Pour vérifier ce chiffre, il suffit d'additionner le nombre des Polonais qui habitaient, en 1931, date du dernier recensement, les huit voyévodies (provinces) de la République Polonaise, destinées à former la part russe du nouveau démembrement :

Voyévodie de	Polonais
Wilno .....	761.700
Białystok .....	1.182.300
Nowogródek .....	553.900
Polesie .....	164.100
Volhynie .....	346.600
Tarnopol .....	789.100
Stanisławów .....	332.200
Lwów .....	1.805.000
Total .....	5.934.900

Seule, une petite partie de cette dernière voyévodie resterait à l'ouest de la frontière « dictée » d'une façon si arbitraire, et, d'autre part, les Soviets ont cédé à la Lithuanie la ville de Wilno avec sa région. Mais, si l'on tient compte de l'accroissement de la population depuis 1931, on n'a pas à changer grand'chose au chiffre total des Polonais condamnés à être « soviétisés ». Et la Russie de Staline, qui pos-

sède déjà, dans ses frontières d'avant l'agression du 17 septembre dernier, tout ce que la Russie de Catherine II s'était approprié lors des deux premiers partages de la Pologne, regagnerait non seulement le butin du troisième partage, mais encore, au cœur même de la Pologne, deux nouvelles voies d'accès vers le centre de l'Europe.

## CE QU'EN PENSENT LES PROFESSEURS ALLEMANDS

Parmi les revues allemandes, la *Europäische Revue* est, sans aucun doute, une des plus intéressantes. Elle a toujours tâché de justifier son titre en faisant appel à des collaborateurs distingués de tous pays et, même pendant la guerre, elle sait trouver des neutres qui confirment, par exemple — chose précieuse à retenir — que c'est précisément l'Allemagne hitlérienne qui réalise la « vraie » Allemagne, synthèse de toutes les autres. Mais, parcourant son premier numéro de guerre, celui d'octobre 1939, nous voudrions surtout savoir ce que pensent des événements du mois précédent les Allemands eux-mêmes, leur élite intellectuelle ouverte à l'esprit européen, que groupe incontestablement cette revue.

Cependant, avant de procéder à cet examen, il est utile de revenir à son numéro de septembre où nous trouvons un article sur la Pologne, qui a dû être écrit avant le déclenchement de la guerre, lorsque se poursuivaient encore les négociations politiques du mois d'août. Pour ceux qui connaissent l'œuvre du professeur Uebersberger, tout ce qu'il a écrit, depuis bientôt quarante ans, contre la Pologne et en faveur d'une entente germano-russe, cet article sur « la Pologne de Versailles et les problèmes de sa politique étrangère », ne contient rien de nouveau.

Constatons seulement que, malgré le titre qui tient compte de la thèse officielle que la Pologne est une création du traité de Versailles, l'historien a dû remonter parfois jusqu'au moyen âge pour pouvoir flétrir la politique polonaise de tous les siècles. Mais ce qui importe ici, c'est la franchise avec laquelle M. Uebersberger définit l'attitude allemande vis-à-vis de la question polonaise. Ce qui est indispensable (*ein unentbehrlicher Bestandteil*) à la Prusse et à l'Allemagne, c'est non seulement la Prusse occidentale, mais aussi la Posnanie, étant donné qu'elle constitue le lien territorial (*als Verbindung*) entre la Prusse orientale et occidentale, et la Silésie. Peu importe qu'il soit impossible de contester qu'elle ait appartenu au « Kerngebiet » de l'ancienne Pologne et à la Pologne « ethnographique » : l'Allemagne en a besoin, cela suffit.

Mais ce n'est pas tout. M. Uebersberger nous rappelle — tout comme l'a fait M. Gabriel Hanotaux, sur les pages de notre revue — les paroles de Bismarck, qui ne cessait de répéter qu'une Pologne indépendante serait toujours une menace pour la Prusse, que son indépendance équivaldrait à une forte position française sur la Vistule, que l'hégémonie française sur le continent « serait plus

facilement assurée de nouveau par la reconstitution de la Pologne que par un agrandissement de la France sur le Rhin ». Et c'est pourquoi l'auteur estime que même la création d'un Etat polonais aux frontières réduites et soumis à l'influence allemande, tel que l'avait prévu la proclamation de Guillaume II et de François-Joseph I<sup>er</sup>, du 5 novembre 1916, était tout à fait superflue et nuisible (*vollständig überflüssig und schädlich*).

Cette opinion du professeur d'histoire de l'Europe orientale à l'Université de Berlin, qui n'est certes pas une opinion isolée, nous éclaire admirablement sur l'état d'esprit de l'Allemagne à la veille de son agression. Les propositions, d'apparence modérée, suivant lesquelles elle réclamait, comme indispensable à son espace vital, « seulement » Dantzig et une autostrade, ou tout au plus un plébiscite dans le « corridor », n'étaient donc que des leurres ; une fois satisfaites, ces revendications n'auraient été que des étapes conduisant d'abord à d'autres annexions de terres polonaises « indispensables » à l'Allemagne, et finalement à la suppression totale de l'Etat polonais, dangereux pour elle.

C'est en se souvenant de cet article d'avant-guerre, qu'il convient de lire celui qui inaugure le numéro d'octobre, la chronique mensuelle écrite, comme d'habitude, par un des directeurs de la *Europäische Revue*, le professeur de droit international bien connu, baron von Freytagh-Loringhoven, sous le titre significatif « Politik und Recht ». Cette fois, la chronique se divise en trois parties. La première examine la question de la responsabilité de la guerre qui vient d'éclater. Elle le fait parce que la pensée allemande est habituée « an die eigenen Handlungen, wie an die der Gegner einen sittlichen Masstab anzulegen ». Partant de cette préoccupation morale, l'auteur se

limite malheureusement à résumer et à commenter le « livre blanc » publié par le « Auswärtiges Amt » allemand, sans se soucier des arguments des adversaires. Il avait d'ailleurs constaté *a priori*, au début de l'article, que c'étaient l'Angleterre et plus encore la Pologne qui avaient poussé à la guerre, à laquelle cette dernière aurait, non seulement provoqué, mais simplement forcé l'Allemagne (*zum eingreifen geradezu zwingen*). Prenant ensuite comme point de début la question de Dantzig, l'auteur oublie qu'il n'y s'agissait pas d'une minorité allemande vivant « unter polnischer Herrschaft », mais, qu'au contraire, la minorité polonaise de la Ville libre devait être protégée contre un régime aussi allemand et national-socialiste que celui du Reich. Mais le lecteur attend toujours la preuve comment cette méchante Pologne a forcé l'Allemagne à la guerre. Pour prouver — avant la suggestion judicieuse de M. Molotow de donner au terme d'agression un sens nouveau — que c'était la Pologne qu'il fallait considérer comme agresseur, le juriste allemand voit cette preuve, d'abord dans le fait qu'un négociateur polonais ne se présenta pas à Berlin dans les vingt-quatre heures, puis dans une émission de Radio-Varsovie, injurieuse, — paraît-il — pour l'Allemagne. Mais se rendant compte que ces arguments, ni les généralités, tant de fois répétées, qui les accompagnent, ne convaincraient personne, il se voit obligé, finalement, de faire état de ce « fait » inventé de toute pièce — comme les avions français sur Nuremberg, en 1914 — qu'est le prétendu bombardement de la ville de Beuthen par l'artillerie polonaise, dans la nuit du 31 août au 1<sup>er</sup> septembre. Sans nous engager en une polémique stérile, nous sommes heureux de nous déclarer complètement d'accord avec la conclusion que « rarement il était aussi clair, au moment

où une guerre éclatait, de quel côté était le droit ».

Après une deuxième partie de sa chronique consacrée à l'attitude des neutres, l'auteur fait ses réflexions sur « le destin de la Pologne ». Juriste, il ne s'arrête pas aux opérations militaires, ni à des détails comme le sort de Varsovie, mais après avoir observé que tout ce « procès » faisait l'impression d'une « Strafexpedition » plutôt que d'une guerre, il tente la preuve juridique que l'Etat polonais aurait cessé d'exister, et il trouve, par conséquent, tout à fait naturel que le sort futur de la Pologne soit décidé sans les Polonais.

Cette fois-ci, une polémique serait d'autant plus superflue que, dans notre revue, M. Le Fur a réfuté d'avance cette théorie du fait accompli. Attendons, d'ailleurs, avec quelle subtilité juridique le professeur allemand, qui semble ignorer encore la reconstitution du gouvernement polonais en France, essaiera d'interpréter ce fait nouveau. Mais, dès à présent, le juriste se transforme, vers la fin de sa chronique, en philosophe de l'histoire et en moraliste. Méditant de ce point de vue sur le destin de la Pologne, il lui reconnaît une forte conscience nationale, mais, se plaisant à accabler le vaincu, il résume, à cette occasion, toutes les accusations favorites de l'Allemagne contre « l'âme du peuple polonais » et la politique de la Pologne restaurée. Malgré tout, il considère son sort comme « tragique », mais cette tragédie ne lui inspire aucune compassion. « D'en ressentir aujourd'hui, dit-il, dépasserait les forces humaines, vu les tombeaux encore frais de milliers de *Volksgenossen* cruellement assassinés. Si nous refoulons notre désir naturel de vengeance pour ces mé-

faits, c'est tout ce que la morale peut exiger de nous. »

Or, quelques pages plus loin, dans un article d'un « neutre » qui se fait l'écho fidèle de la propagande allemande, le chiffre des Allemands qui auraient été « assassinés » en Pologne jusqu'à la veille de la guerre, s'élèverait à 66. Supposons, pour un moment, que ce chiffre soit exact et ne nous demandons pas combien de ces 66 appartenaient aux espions et saboteurs qui contribuèrent à notre défaite. Mais opposons tout simplement à ce chiffre celui de 25 millions de Polonais, d'un peuple tout entier, condamnés aux pires souffrances physiques et morales, tués par dizaines de milliers, non seulement sur les champs de bataille, mais en dehors de tout combat loyal : femmes et enfants déchirés par les bombes, blessés et malades brûlés dans leurs hôpitaux, innocents fusillés en masse, sans oublier les centaines de milliers de déportés ou expulsés de leurs foyers, dépouillés de leurs biens, condamnés à la famine, errant comme des bêtes traquées autour des ruines de leurs maisons et de leurs sanctuaires... Que faudrait-il donc de plus pour assouvir enfin cette soif de vengeance que les Allemands auraient le mérite moral de refouler ? Est-ce cela que le baron von Freytagh-Loringhoven appelle, en concluant, « la justice éternelle et l'idée morale » devant lesquelles, suivant lui, les cœurs du peuple allemand ressentent aujourd'hui un pieux respect ? Sans relever ces paroles blasphématoires, assurons-le que le peuple polonais n'a pas besoin de la compassion de ses bourreaux ; l'auteur lui-même, descendant d'une vieille famille balte, fera bien de réserver ce sentiment généreux à ses « *Volksgenossen* » au sens le plus strict du mot, aux Allemands des pays baltiques.



## AU LIEU D'UN VOYAGE EN POLOGNE...

Pour terminer nos premières notes documentaires, signalons un ouvrage étranger à toute préoccupation politique ou d'actualité, et pourtant indispensable à tous ceux de nos lecteurs qui voudront compléter leur documentation polonaise et s'orienter dans les questions que posent les informations quotidiennes, relatives à la Pologne (1).

Tout le monde connaît ces petits volumes, à l'impression serrée, qui, dans leur couverture bleue, accompagnent à travers le monde tant de voyageurs de langue française. Mais un des tomes les plus récents de cette excellente collection n'a pas encore pu être utilisé autant qu'il le mériterait et, hélas, il ne le sera pas de si tôt. Juste à la veille de la guerre, en été 1939, apparut le « guide bleu » consacré à la Pologne.

Il est le fruit de plusieurs années d'études et d'enquêtes auxquelles se livrèrent avec dévouement, sans se contenter d'une connaissance déjà approfondie de notre pays, Annie et Henri de Montfort. Nul n'était plus qualifié pour nous parler de la Pologne en guide avisé que l'historien et homme de lettres français, qui, au Centre d'Etudes Polonaises à Paris, fait un cours si brillant sur la Pologne contemporaine. Mais, cette fois-ci, comme l'explique M. Strowski dans son avant-propos, il a été surtout le collaborateur de Mme de Montfort, qui a su « mener à bien cet énorme travail, qui paraît si clair et si simple dans ce nouveau Guide Bleu ».

(1) *Pologne*, par Annie et Henri de Montfort. Avant-propos, par Fortunat Strowski, membre de l'Institut. Librairie Hachette, Paris 1939 (Les Guides bleus, sous la direction de Marcel Monmarché). CIV + 604 pages, avec 6 cartes et 16 plans.

Tous les deux tenaient d'ailleurs à rendre un « témoignage sincère à un pays auquel nous sommes profondément attachés ».

Si nous analysons ici cet ouvrage d'une longue patience, d'une haute compétence et d'une touchante affection, c'est non seulement pour exprimer notre reconnaissance aux auteurs, mais encore pour une raison éminemment pratique. Ce guide précieux — nous l'avons déploré dès le début — ne servira pas aux voyageurs qui voudraient voir comment la Pologne, à peine ressuscitée, a pu « construire des routes et des ponts, établir des barrages hydrauliques, bâtir des villes, élever des écoles, des hôpitaux, des musées, des palais » et, en même temps, « relever le passé de ses ruines au Wawel, à Varsovie, à Toruń, ou bien encore ressusciter les siècles ensevelis, à Troki, à Grodno, à Tum, à Biskupin »... Il ne leur servira pas, parce que la route « vers la Pologne » restera encore longtemps barrée au touriste pacifique et — ce qui est bien plus grave — parce que beaucoup de tout ce qu'a produit « ce haletant effort de création continue et réfléchi » n'existe plus, et parce que tout ce « savant et patient travail de reconstitution » sera à recommencer.

Mais, en revanche, ce guide d'une précision exceptionnelle servira à autre chose. A tous ceux qui, après avoir lu les communiqués de guerre du mois de septembre, lisent maintenant les nouvelles navrantes qui nous parviennent de tous les recoins de la Pologne occupée, l'immense documentation que M. et Mme de Montfort ont rassemblée et rendue si facilement accessible, servira d'admirable commentaire. Au lieu de rechercher simplement sur une carte plus ou moins exacte les noms des localités mentionnées

dans la presse quotidienne, chacun pourra trouver aisément dans ce guide si maniable, d'abondantes informations sur tout ce que ces noms, parfois bizarres, représentent aux Polonais, et à ceux qui connaissent et aiment leur pays. Il sera frappé en constatant combien de monuments précieux, monuments non seulement de l'histoire polonaise, mais de la civilisation occidentale et latine, se trouvent — ou tout au moins se trouvaient encore hier — disséminés sur ces vastes régions que se partagent actuellement deux agresseurs. Et il se rendra compte également de l'unité que constituent ces régions si diverses à travers lesquelles nous mène le guide sur quarante-huit routes soigneusement décrites.

Recommandons tout spécialement au lecteur les chapitres, illustrés de plans, qui sont consacrés aux principales villes polonaises, telles que Bydgoszcz, Katowice, Cracovie, Łódz, Lublin, Lwów, Poz-

nań, Toruń, Varsovie et Wilno, ainsi qu'au port de Gdynia, dont le développement prodigieux est présenté à la lumière des chiffres, sans oublier le territoire de la ville libre de Dantzig, dont les liens naturels avec la Pologne résultent si clairement de toute description impartiale. Et signalons enfin l'excellente introduction qui renseigne sur la géographie, l'histoire, la littérature, l'art et la musique de la Pologne.

L'idée de guide évoque toujours l'impression de quelque chose de nécessairement sec, de pages touffues qu'on utilise volontiers en cas de besoin, mais qu'on ne lit guère. Dans ce cas particulier, les événements ont donné à chaque page un accent pathétique qui s'ajoute à sa valeur documentaire. Sous leur impression, l'imagination du lecteur travaille incessamment, lui faisant entrevoir ce qu'aurait pu être ce voyage « vers la Pologne », auquel il avait été si cordialement invité...

# LA FRANCE ET LA POLOGNE DANS LEURS RELATIONS ARTISTIQUES

ANNUAIRE HISTORIQUE

ÉDITÉ PAR LA BIBLIOTHÈQUE POLONAISE DE PARIS

*Rédacteur en chef : J. ZARNOWSKI*

SOMMAIRE DU PREMIER VOLUME (1938)

Monuments élevés en France à la gloire de Jean Sobieski, par M. Paul Vitry. — Une vue de Varsovie par Van Blarenberghe à la Bibliothèque de Versailles, par M. J. Żarnowski. — Jan Ziarnko, peintre-graveur polonais, et son activité à Paris au premier quart du XVII<sup>e</sup> siècle ; étude suivie d'un catalogue raisonné de l'œuvre gravé de Ziarnko, par Mlle St. M. Sawicka. — Les relations artistiques entre la France et la Pologne au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècles. Première partie : Le XVII<sup>e</sup> siècle, Sobieski et les magnats, par M. Pierre Francastel. — François Selimand, par M. T. Mańkowski. — Miscellanées : Une reliure de 1756 aux armes d'Ossoliński, par M. Pierre Boyé. — Bibliographie : Etudes de M. Z. Batowski sur Pillement et Kamsetzer, par M. T. Mańkowski. — La peinture polonaise à l'époque des Jagellons, par M. M. Gębarowicz. — Notices bibliographiques. — La Bibliothèque Polonaise de Paris, Section de l'histoire de l'art. — 368 pages, 139 illustrations.

**Prix du volume : 100 francs.**

2<sup>e</sup> ANNÉE, JANVIER-JUIN 1939, N<sup>o</sup> 1-2

SOMMAIRE : Delacroix, Chopin et la Société Polonaise, par M. André Joubin. — Les relations artistiques entre la France et la Pologne au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècles. Deuxième partie : Traditions et nouveautés aux temps des rois saxons ; troisième partie : L'internationalisme au temps de Stanislas Auguste (*suite et fin*), par M. Pierre Francastel. — La Bibliothèque Polonaise de Paris, Section de l'histoire de l'art. Bibliographie. Wilno, ville d'art, par M. Pierre Duméril. — Notices bibliographiques.

**Prix de ce fascicule double : 60 francs.**

6, Quai d'Orléans, Paris-IV<sup>e</sup>.